

B Politique

La Presse

Montréal,
mardi
13 juin
2000

ÉDITORIAL / OPINIONS / MONDE / ARTS ET SPECTACLES

Gérald Larose à la présidence des états généraux sur la langue

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

C'est l'ex-syndicaliste Gérald Larose qui présidera les états généraux sur la langue, promis par le gouvernement Bouchard. Cette annonce ainsi que la composition de la commission de neuf membres devrait être faite avant la fin du mois, a appris *La Presse*.

Joint hier, M. Larose a reconnu « avoir été approché » et que des discussions étaient en cours. Il acceptera la présidence de cette commission si certaines « conditions », touchant son fonctionnement et son influence, sont remplies.

En fait, ont indiqué d'autres sources, la nomination de M. Larose est acquise ; on est en train de sonder une série d'autres noms pour faire partie du groupe qui devrait compter neuf commissaires au total. Les noms des candidats devraient être colligés pour le Conseil des ministres de la semaine prochaine.

M. Larose tenait, a-t-on appris, à ce que sa nomination ne soit pas annoncée avant la toute fin juin ; il préside déjà un autre comité sur l'industrie du livre et ne voulait pas brouiller les cartes.

Sur la langue, des consultations itinérantes auront lieu cet automne dans les régions. Cependant, Québec s'est rapidement rendu compte que l'ensemble de la réflexion ne pourrait se conclure avant la fin de l'année. La conclusion nationale, après deux ou trois jours d'audiences publiques, aurait donc lieu au printemps prochain, en avril ou en mai. Pas question de rééditer un exercice comme les états généraux de l'éducation, où on avait étiré la sauce pendant deux ans, au point que

l'exercice lancé par Jean Garon avait été terminé par Pauline Marois.

Gérald Larose avait littéralement sauvé le gouvernement Bouchard lors du Sommet de la jeunesse en février dernier. Derrière les portes closes, l'ancien syndicaliste avait patiemment et puissamment contribué à l'élaboration du consensus nécessaire à Lucien Bouchard au moment où toute l'aventure menaçait de déraiper. Il avait joué un rôle important aussi, quoique moins visible, aux sommets économiques de mars et octobre 1996.

Depuis dix ans, les prises de positions de M. Larose sur la question linguistique réclamaient un renforcement de la loi 101. Hier, il se faisait plus nuancé. « J'ai des positions qui sont bien connues. Faut-il renforcer la loi ? Je veux laisser un espace pour le débat. Si on me convainc d'autres choses, je suis prêt à me laisser convaincre, mais ce débat ne se terminera pas avant que toutes les pierres aient été retournées », a-t-il dit.

En 1996, par exemple, M. Larose avait fait la leçon au ministre Serge Ménard qui, comme nouveau ministre d'État à la Métropole, prêchait pour des adoucissements à la loi 101. Selon M. Larose, le français était en recul dans les petites et moyennes entreprises. « C'est toujours ce que je crois », disait-il hier. En 1993, M. Larose répliquait à Claude Ryan qui voulait permettre l'utilisation de l'anglais dans l'affichage public — ce qui sera réalisé avec la loi 86, que veut maintenir le premier ministre Bouchard. M. Larose avait alors dit du ministre responsable de la loi 101 qu'il n'était qu'un « servile exécutant d'obligations venues de l'extérieur ».

Il ne comprenait pas que M. Ryan puisse ainsi « pigner les shakes quand vient le temps d'invoquer la clause nonobstant sur la question linguistique », lui qui faisait partie d'un gouvernement qui n'hésitait pas à suspendre les droits des travailleurs.

« Moi, les shakes ne m'ont jamais pogné. Si



La nomination de Gérald Larose est acquise, affirment des informateurs.

j'accepte la présidence, on va discuter de tous ces éléments, ce sera un débat très ouvert », a-t-il soutenu hier.

En 1988, M. Larose avait mis sa centrale tout entière derrière le mouvement demandant à Robert Bourassa de recourir à la clause dérogatoire pour interdire l'utilisation de l'anglais dans l'affichage. Ce fut la voie

choisie par le gouvernement avec la loi 178, ce qui entraîna la démission de trois ministres anglophones et la création du Parti égalité.

Pour M. Larose, il était « absurde » que le droit individuel des sociétés commerciales d'afficher en anglais prime sur le droit collectif des francophones. « On vit avec la loi 101 depuis 11 ans (en 1988) et personne n'a fait faillite, personne n'est mort à cause de cela. Il n'y a pas eu de guerre de ruelles ou de guerre civile. La loi 101 a servi à pacifier la société québécoise », avait-il soutenu.

« Je n'ai pas changé d'idée, mais il y a un environnement qui est bien différent, la réalité est nouvelle. Sur la question de l'affichage, si j'accepte de présider ce débat, il n'y aura pas une question qui ne sera pas soulevée », disait M. Larose, hier, quand on lui rappelait ses déclarations incendiaires à l'endroit du gouvernement Bourassa.

Êtes-vous encore favorable à l'affichage unilingue français ? « C'est une bonne question, qui reste une question ouverte pour moi. »

Lors du dernier bureau national du PQ, début juin, le premier ministre Bouchard avait indiqué que ces états généraux seraient annoncés avant la fin du mois. Cette formule, rappelle-t-on, lui avait permis de sortir du congrès du PQ sans trop de controverse. Les péquistes de Montréal-Centre et de Montréal—Ville-Marie, souhaitaient des resserments de la Charte de la langue française, le retour à l'affichage unilingue français et l'interdiction pour les francophones et les allophones d'entrer au réseau collégial anglophone. Tous se sont ralliés toutefois à l'idée d'un vaste débat public, débordant les instances du PQ.

D'autres noms sont évoqués pour faire partie de la commission. On parle de l'écrivain Marco Micone comme représentant des Néo-Québécois, ou du philosophe et sociologue Charles Taylor comme porte-parole anglophone.

L'Alliance canadienne courtise les Québécois

ALEXANDRE SIROIS

Les trois principaux candidats au leadership de l'Alliance canadienne ont tenté de faire la cour aux Québécois hier soir. Ils ont mis l'accent sur leur proposition d'un fédéralisme « renouvelé », plus flexible, et sur leur intention de réduire les impôts.

« Ce soir, j'ai un petit message pour Jean Chrétien et Stéphane Dion. La prochaine fois que vous défendrez votre centralisation à Ottawa et attaquerez injustement le Québec, vous trouverez un Albertain de Red Deer sur votre chemin », a lancé en français le trésorier de l'Alberta, Stockwell Day, le candidat le plus bilingue du nouveau parti fédéral de droite.

M. Day a tenté à de multiples reprises de rallier les Québécois à sa cause, alors qu'il s'adressait à plus de 200 personnes, réunies à l'hôtel Hilton Bonaventure pour assister à un débat auquel prenaient part les cinq candidats au leadership de l'Alliance canadienne. Il s'agissait du cinquième des six débats précédant le premier tour de scrutin de la course à la direction de la nouvelle formation politique, qui se déroulera le 24 juin prochain.

Question de montrer qu'il était sensible aux préoccupations des Québécois, M. Day, a commencé son discours en rendant hommage à Maurice Richard, avant d'affirmer que « l'Alliance canadienne doit faire une large place aux Québécoises et aux Québécois ». Il a ensuite volé la vedette, au cours du débat, lorsqu'un participant a demandé aux candidats ce que signifiait, pour eux, être Canadien. M. Day a rapidement récité un bref cours d'histoire canadienne, mentionnant d'emblée l'importance de Jacques Cartier et Samuel de Champlain, et suscitant des applaudissements nourris.

Tom Long, un ancien stratège conservateur ontarien, a lui aussi jeté les bases d'une opération charme. « Je suis venu ici pour dire que le Québec doit prendre part à l'Alliance canadienne », a-t-il affirmé, s'efforçant de lancer quelques tirades en français au cours de ses interventions.



Les trois principaux candidats au leadership de l'Alliance canadienne participaient à un débat public, hier soir, à Montréal. De gauche à droite : Preston Manning, Stockwell Day et Tom Long.

« L'éducation, la santé, la langue et la culture appartiennent aux provinces », a ajouté M. Long, suggérant que Jean Chrétien devrait s'acquiescer de l'exode des cerveaux plutôt que des règles visant à encadrer la sécession d'une province.

L'ancien chef réformiste Preston Manning s'est aussi présenté comme le promoteur d'un fédéralisme renouvelé. Dans son discours de clôture, il a même tenté de redorer son blason. « Je ne suis pas anti-Québécois ni anti-français », a-t-il dit, affirmant que les libéraux fédéraux « mentent à (son) sujet ». M. Manning a aussi vertement critiqué l'ancien premier ministre conservateur Brian Mulroney.

Par ailleurs, le débat d'hier n'avait pas grand chose d'un... débat. Les candidats partageaient le même point de vue sur la plupart des dossiers et ont évité de s'en prendre verbalement les uns aux autres. M. Manning a même félicité M. Long, d'entrée de jeu, pour être nouveau papa depuis quelques jours.

Ensuite, lorsqu'un participant a plongé M. Manning dans l'eau chaude, aucun de ses rivaux n'a profité de l'occasion pour en remettre. M. Manning a été sommé de s'excuser pour la publicité controversée du Parti réformiste diffusée lors de la dernière campagne électorale fédérale. On pouvait y voir les visages de quatre politiciens québécois, biffés d'une croix.

Congés parentaux : Chrétien admet sa dernière gaffe...

Presse Canadienne
OTTAWA

Jean Chrétien a admis, par la voix de son vice-premier ministre, qu'il a fait une gaffe en suggérant à une jeune journaliste de prendre un congé parental pour faire un enfant.

En réponse à une intervention du NPD, le vice-premier ministre Herb Gray s'est levé hier à la Chambre des communes pour présenter des excuses, du bout des lèvres, au nom de M. Chrétien — qui était absent d'Ottawa.

M. Gray a tenu d'abord à dire qu'il ne fallait pas oublier le contexte dans lequel les remarques ont été prononcées. « La position, a-t-il enchaîné, du premier ministre est que si ses commentaires faits à la légère ont offensé qui que ce soit, il le regrette et offre ses excuses. »

De passage à Québec, vendredi dernier, M. Chrétien s'est mis tout à coup à interroger, pendant un point de presse, une journaliste de la télévision anglaise de Radio-Canada sur son statut personnel. Celle-ci lui posait alors des questions sur la querelle entre le gouvernement québécois et Ottawa à propos des congés parentaux.

« Peut-être avez-vous déjà bénéficié du programme, lui a dit M. Chrétien. Sinon, il est temps, parce que vous savez, vous êtes une jolie fille. »

La journaliste Christina Lawand s'est esclaffée. Elle a ensuite dit qu'elle ne se formalisait pas de ce qu'elle avait entendu, parce que M. Chrétien n'en est pas à sa première gaffe. Plus tard, elle s'est toutefois demandé si on n'était pas trop indulgent envers le premier ministre.

La présidente de la CEQ, Monique Richard, n'a pas vu les choses de la même façon. À son avis, M. Chrétien a fait des remarques sexistes et devait de présenter des excuses.

Pour sa part, la leader du NPD, Alexa McDonough, a affirmé que l'on est en droit d'exiger davantage de retenue de la part de M. Chrétien. « On devrait s'attendre à ce que l'attitude du premier ministre du Canada soit exemplaire envers les femmes », a-t-elle affirmé, hier, à sa sortie des Communes.

Les femmes victimes du système de santé

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le virage ambulatoire, pivot de la réforme de la santé instaurée par le gouvernement du Parti québécois, est rapidement devenu un poids pour 80 pour cent des femmes appelées à dispenser, bénévolement, aide et soins à domicile.

C'est ce qu'a affirmé, hier en conférence de presse, la présidente du Conseil du statut de la femme (CST), Diane Lavallée, qui demande au gouvernement de libérer les femmes — « aidantes et soignantes naturelles » — de toutes les responsabilités jusque-là exécutées par l'État.

« Le virage ambulatoire (ou la déshospitalisation précoce) a été pensé et mis en oeuvre dans un contexte social où les rôles des hommes et des femmes sont encore marqués par la tradition, a affirmé Mme Lavallée. Il est reconnu que les femmes demeurent largement responsables des soins aux personnes et de la sphère domestique. »

Les recherches faites depuis l'instauration de la politique du Dr Jean Rochon, en 1994, ont démontré que 80 pour cent des aidants dits naturels sont des femmes ; que 75 pour cent des travailleurs de la santé sont des femmes ; que 90 pour cent des travailleurs dans les entreprises d'économie sociale (secteur privé de soins et de suivis à domicile) vouées à l'aide domestique sont des femmes.

Le CST a noté que les aidantes sont devenues soignantes. Elles doivent changer des pansements, donner des injections, désinfecter les plaies, des tâches qui, à l'hôpital, sont effectuées par des professionnels.

Des économies pour l'État

Cette situation fait évidemment économiser des sous à l'État. « Quand c'est une femme qui le fait gratuitement, a précisé Mme Lavallée, ça coûte 5,60 \$ par jour. Quand c'est dans le service public, ça coûte 38,26 \$ par jour. »

Au Canada, c'est au Québec qu'on investit le moins dans les soins à domicile. En 1997-1998, le Québec dépensait 37,80 \$ par habitant, l'Ontario 91,00 \$, les provinces maritimes 86,40 \$ et au Canada (sans le Québec) 79,20 \$. En termes d'heures par usager, l'Ontario donne 106 heures de soins à domicile et le Québec 15 heures.

Pour combler cet écart, les femmes sont mises à profit, explique la CST. Elles doivent abandonner leur emploi, oublier leur carrière et refuser des promotions pour devenir « aidantes-soignantes ».

Un vaste débat sur le financement de la santé doit se tenir à l'automne et la présidente du CST souhaite en profiter pour faire valoir ses arguments en faveur d'un accroissement des ressources publiques (au moins 160 millions de plus par an) ajoutés au budget de 300 millions consacré aux soins à domicile.

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

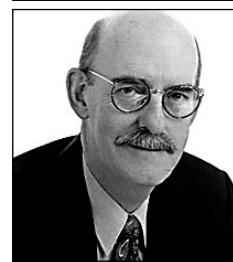
MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT
YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Limiter les dégâts

Le quartier Centre-Sud de Montréal a encore une fois été le théâtre, dimanche, de manifestations, apparemment contradictoires, qui illustrent la complexité des problèmes sociaux qui y sévissent. Mais on y a également annoncé des bonnes nouvelles qui, si elles répondent au besoin de faire quelque chose dans l'immédiat, témoignent aussi de la difficulté de trouver des solutions durables et acceptables pour tout le monde.

C'est évidemment le phénomène le plus spectaculaire, la prostitution, qui a retenu l'attention avec deux rassemblements de citoyens aux objectifs à première vue opposés mais qui, au fond, convergent vers deux évidences: l'importance de faire face à la réalité et la nécessité de travailler simultanément à plusieurs niveaux pour tenter d'améliorer les choses.

Cette réalité, incontournable dans les circonstances actuelles, c'est la pratique, au vu et au su de tous y compris la police, de ce qui a été à juste titre désigné comme le plus vieux métier du monde et que, jamais et nulle part, on n'a réussi à éradiquer vraiment. Un trafic qui n'est pas, loin de là, l'apanage exclusif des milieux défavorisés mais qui, quand il se manifeste presque à ciel ouvert, dans les quartiers populaires, accroît singulièrement les risques qui y sont associés.



Pierre Gravel

pgravel@lapresse.ca

D'où la marche de protestation des groupes de résidents de ce secteur qui en ont assez de voir les rues envahies par les prostituées avec leurs clients. Et leurs enfants s'amuser sur des trottoirs ou dans des parcs où ils s'exposent toujours à tomber sur des préservatifs ou des seringues. Des manifestants dont les porte-parole ont bien pris soin de préciser qu'ils ne visent pas tant les personnes impliquées dans cette activité que le fait qu'elle se pratique librement et sans aucune forme d'encadrement dans un environnement où les citoyens ordinaires devraient avoir le droit de vivre en paix. Face à eux, un groupe assez hétéroclite se définissant comme des « travailleurs du sexe » poussait l'humour noir et le cynisme à la limite en annonçant la création d'un nouveau parti politique ayant comme objectif le droit de pratiquer librement ce métier sans être exposé à l'intolérance et au harcèlement...

Survenant trois mois à peine après la maladroite initiative de la Ville qui avait décidé, sans consulter personne, de « déjudiciariser » la prostitution dans ce secteur, ces manifestations démontrent bien que, même si cette solution était loin d'être la bonne, le problème, lui, reste entier. Et il le restera tant que le gouvernement fédéral, de qui relève le code criminel, n'aura pas le courage politique d'engager un débat de fond en vue de l'adoption des amendements qui s'imposent pour mieux adapter la législation à la réalité. Par exemple, en autorisant la pratique de la prostitution dans certains lieux précis et sous une surveillance policière et médicale plus efficace, comme le réclame le Bloc québécois.

En attendant ce qui ne pourrait être, au mieux, qu'un projet à moyen terme, on ne peut que se réjouir de l'annonce par la ministre Louise Harel d'une injection de fonds additionnels dans divers organismes travaillant auprès des itinérants, des toxicomanes et des autres groupes marginaux qui se retrouvent surtout au centre-ville et qui deviennent un terrain fertile pour toutes les activités porteuses de désordre social. Ces intervenants sont les premiers à admettre que leur action ne saurait être perçue comme un remède miracle pour des maux qu'on ne saurait faire disparaître complètement. Mais il faut aussi reconnaître avec eux que, entre le laisser-faire absolu que personne ne souhaite, l'imposition unilatérale de solutions qui n'en sont pas comme la Ville en a tenté en mars dernier, et l'attente béate d'une décision politique qui ne peut se prendre rapidement, le pire scénario serait de ne rien tenter pour au moins essayer de limiter les dégâts.



DROITS RÉSERVÉS

Serge Chapleau@lapresse.ca

L'héritage syrien

Après les rois Hussein, de Jordanie, et Hassan II, du Maroc, c'est le président syrien Hafez Al Assad qui meurt, laissant le pouvoir à son fils. En un peu plus d'un an, dans trois pays, des hommes intelligents, doués, mais sans formation politique poussée, auront succédé ainsi aux politiciens les plus chevronnés du monde arabe. Ce phénomène est particulièrement troublant en Syrie où Bachar Al Assad, un ophtalmologiste formé à Londres, assumera la présidence d'un des pays les plus autoritaires au monde.

Hafez Al Assad a représenté un facteur de stabilité au Moyen-Orient, mais il a aussi été une source d'immobilisme. Inflexible dans son opposition à Israël, il a échoué dans sa tentative de négocier le retour du Golan à la Syrie. L'occupation du Liban par des troupes syriennes a mis fin à la guerre civile. Mais le récent retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban avait poussé certains Libanais à réclamer un retrait des Syriens.

La stabilité de la Syrie n'est donc pas celle d'un pays ouvert qui résout ses problèmes tant bien que mal au fur et à mesure qu'ils se présentent, mais celle d'une dictature prudente, qui connaît ses limites et se montre inflexible face à ses adversaires. La Syrie est aussi un des États les plus policés du Moyen-Orient, dont l'économie, rigoureusement surveillée et contrôlée par l'État, est en récession depuis quatre ans.

Au cours des dernières années, Bachar Al Assad s'est prononcé en faveur d'une modernisation de l'économie syrienne et a entrepris une campagne contre la corruption. C'est un début prometteur et, pour les Israéliens et les Palestiniens, une indication qu'il serait aussi plus ouvert à des négociations en vue d'un accord de paix dans la

région que son père ne l'était. Mais une telle ouverture d'esprit n'est pas nécessairement très prudente au moment de prendre le pouvoir. Des réformes dans un pays autoritaire entraînent toujours une attaque de front contre des privilèges dont jouissent ceux qui sont proches du pouvoir. Il pourrait donc rencontrer des résistances inattendues et dangereuses à l'intérieur d'un appareil d'État que son père avait formé à la perfection.

Les nouveaux rois de Jordanie et du Maroc sont issus de dynasties très anciennes (ils descendent tous deux du Prophète) et jouissent ainsi de l'appui spontané d'au moins une partie importante de leurs sujets. Par ailleurs, à défaut d'une démocratie sans faille, il existe néanmoins des conseils et des regroupements qui permettent aux divers intérêts de se prononcer. Bachar Al Assad, en revanche, fait partie de la minorité alaouite, dont la prépondérance politique au cours des 30 dernières années a sans doute fait de nombreux jaloux parmi les autres Syriens. Quant au contact avec les Syriens, il se fait en dépit des efforts des services de sécurité et du parti unique Baas pour faire taire la dissidence.

Lorsque le nouveau président aura été confirmé dans sa fonction par un référendum populaire, il devra donc consacrer une grande partie de son temps à consolider son pouvoir et, éventuellement, à en changer la nature en profondeur. Dans ces circonstances, il sera très difficile pour lui de prendre des initiatives pour se rapprocher des Palestiniens de Yasser Arafat, de reprendre les négociations avec Israël et de chercher une solution moins autoritaire au problème du Liban, sans risquer de se mettre à dos une partie des forces armées ou des innombrables polices syriennes.

L'expérience de l'Europe de l'Est montre à quel point il est hasardeux de faire évoluer un régime autoritaire en fonction de nouvelles conditions. Il s'agit d'une construction qui est trop rigide pour permettre l'évolution des pouvoirs et l'échange des informations nécessaires dont l'État moderne a besoin. Il semble douteux que l'héritage de Hafez Al Assad survive longtemps à sa mort.



Frédéric Wagnière

fwagnier@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

edito@lapresse.ca

Une demande irrecevable

■ Des promoteurs ont demandé à la Ville de Montréal un zonage à la carte, qui leur permettrait de construire sur Côte-des-Neiges une tour de condominiums d'une hauteur de dix étages entre deux immeubles d'habitation, le Gleneagles et le Trafalgar. Cette demande est irrecevable.

Ce secteur est protégé puisqu'il est compris dans le Site du patrimoine du mont Royal, créé à la suite de la bataille menée contre un projet semblable en 1987. Une résolution adoptée par le comité exécutif de la Ville de Montréal avait alors empêché, dans un premier temps, la démolition des maisons situées entre les deux immeubles — démolition qui aurait permis la construction d'un bâtiment en hauteur. À l'automne de la même année, et après une vaste consultation publique, le ministère de la Culture du Québec et la Ville de Montréal ont classé le mont Royal « site du patrimoine », interdisant la construction en hauteur sur ce site. Le projet actuel, comme celui de 1987, ruinerait le profil que forme la montagne, le Gleneagles et le Trafalgar.

Si la Ville approuve le change-

ment de zonage demandé, elle aura démontré une fois de plus son mépris pour toute forme de consultation publique. Pratiquant ici encore le zonage à la carte, les gestionnaires de la Ville auront contrevenu au processus démocratique et ils auront passé outre à leur propre classement, qui protège le parc du mont Royal et les flancs de la montagne. Encore une fois, les Montréalais devront se battre contre la Ville sur une question de zonage. Et, encore une fois, je me verrai contrainte de demander : quand cela va-t-il cesser ?

Phyllis LAMBERT
directeur fondateur
et président du conseil
des fiduciaires
Centre Canadien d'Architecture

Problème de flexibilité ?

■ De toute évidence, il y a un problème à Ottawa. Ou le fédéralisme est suffisamment flexible, comme se plaît à le dire monsieur Chrétien, ou ce sont les politiciens qui manquent de flexibilité. Toujours est-il que tout projet qui émane des provinces et du Québec, en particulier, est rejeté du revers de la main, même lorsqu'il est souhaité par la population et l'ensemble des intervenants. Le cas des jeunes contrevenants, où le Québec a développé une approche différente, n'a même pas servi d'exemple aux autres Canadiens. À croire que nous ne pouvons rien apporter de tangible à la fédération canadienne. Maintenant, c'est au tour

des congés parentaux. Il faudra trouver une formule où la flexibilité ne sera pas affaire d'individu, mais de flexibilité réelle.

Entre-temps, il y a des personnes qui ont probablement fait leur temps. Avant de terminer, j'aimerais bien que quelqu'un étudie le dossier du financement de la santé, en particulier la portion financée par Ottawa, par rapport à ce que le même gouvernement prélève de taxes, d'impôts et de cotisations chez les seuls acteurs de la santé.

André MAINGUY
Longueuil

Que veut-on nous cacher ?

■ Le récent projet de loi 116 suscite une vive inquiétude dans notre petit groupe de citoyens. Retirer à la Régie de l'énergie son droit de regard sur la production d'électricité, s'en remettre au bon jugement des députés (et d'Hydro-Québec), ne peut être qu'un choix délibéré de maintenir le règne de l'arbitraire dans le secteur énergétique québécois. Il s'agit en effet de cacher le fondement des décisions qui seront prises dans un secteur névralgique de l'économie et de l'environnement.

Les questions énergétiques sont d'une grande complexité : prévision des besoins, choix des filières de production, tarification équitable pour les consommateurs comme pour les producteurs (et donc recherche d'un rendement bien circonscrit pour l'actionnaire),

planification dans l'esprit d'une bonne utilisation des ressources (répondre aux besoins collectifs en produisant le moins d'impacts négatifs)... Comment un député, qui consacre à ces questions un temps infime, peut-il rivaliser en sagesse avec un régisseur qui s'y emploie à plein temps ? Comment peut-il voir clair dans le jeu des intérêts et se prémunir des influences politiques ?

Le ministre Jacques Brassard explique qu'il entend ainsi maintenir de bas tarifs pour les Québécois. D'autres annoncent que le contraire se produira. Cette « guerre de tarifs » ne peut être l'enjeu. L'intérêt collectif est mieux servi par la transparence. Il revient à une Régie indépendante d'examiner ces questions et de motiver les décisions.

Frédéric BOULIANNE,
Jacques DUHOUX,
Donald KARN,
Daniel LARCHE,
David MASSÉ,
Martine SALOMON
et Élisabeth SHEA

Le Japon en guerre

■ À Okinawa, le 21 juillet prochain, le pays du Soleil levant annoncera aux pays du G-8 qu'il entre en guerre. L'idée germe déjà depuis plusieurs années ; la situation a déjà trop duré, les morts ne se comptent plus, surtout sur le continent africain ; parmi eux, on compte une majorité d'hommes, dans la force de l'âge, pères de fa-

mille, qui laissent dans le deuil une épouse et des enfants, lesquels devront survivre à la faim et aux maladies.

Dans cette lutte, le Canada a déjà annoncé une aide financière : 50 millions en 1999 et tout récemment, 120 millions additionnels. Les États-Unis ont promis de combattre à nos côtés, mais les déclarations sur les sommes engagées restent à venir. Le Japon parviendra-t-il à convaincre les autres puissances de s'engager tout autant dans cette lutte à finir ?

Mais qui sont les ennemis contre lesquels les pays les plus riches du monde se préparent à se battre ? Ils sont trois à tuer insidieusement depuis des décennies : le sida et la tuberculose avec chacune deux millions de morts par année et la malaria avec son million de victimes.

Alors qu'on doit être fier de la participation canadienne dans ce dernier combat, on doit rappeler aux Chrétiens et Martin que les sommes consenties à date par le Canada, ne serviront qu'à combattre le sida, sans pour autant s'attaquer aux deux autres maladies dont on connaît pourtant les remèdes.

Messieurs, si l'on doit faire la guerre, assurons-nous de ne pas sous-estimer l'ennemi et ajoutons les effectifs nécessaires pour éliminer de la planète ces tueurs moins publicisés que sont la tuberculose et la malaria.

Richard CHARETTE
Hull

Le combat n'a pas eu lieu

Il y a si peu de revues d'idées au Québec qu'on serait bien malvenu de ne pas regretter la disparition de *Cité Libre*, qui a fermé boutique il y a quelques jours.

Est-ce parce que les gens lisent moins, ou parce que la politique ne les intéresse plus autant? En tout cas, la glorieuse époque où *Liberté* (littéraire, nationaliste), *Cité Libre* (fédéraliste, libérale de gauche) et *Parti-Pris* (socialiste et indépendantiste), et j'en oublie, menaient dans les kiosques de solides bagarres intellectuelles, est une époque bien révolue. Il reste sur le marché des revues de type plutôt universitaire qui ont certainement des auditoires fidèles, mais qui ne débouchent plus sur le grand public.

Cité Libre, la revue fondée en 1950 par les Trudeau et Pelletier pour donner une voix à la lutte contre le duplessisme et le cléricisme, et ressuscitée au début des années 90 pour servir de clairon aux fédéralistes québécois, *Cité Libre*, donc, n'est plus.

Il s'agit, disent ses directeurs, d'une fermeture temporaire. *Cité Libre* décide en quelque sorte d'hiverner, en attendant un prochain référendum. Comme il n'y a pas de référendum à l'horizon, l'hibernation risque de devenir permanente.

Cité Libre a connu plusieurs incarnations. Celle qui restera le plus profondément gravée dans l'histoire est la première période, celle de la lutte anti-duplessiste. Cette période allait engendrer de très grands classiques de notre littérature politique, dont *La trahison des clercs* de Trudeau n'est qu'un exemple. *Cité Libre* était alors la voix de la raison, notre petit « siècle des lumières » à nous.

Vers le milieu des années 60, *Cité Libre* perdit de son éclat. C'est dans l'opposition que scintillent les revues de combat, comme des étoiles dans la nuit. Or, les fondateurs de la revue avaient gagné la guerre, leurs amis

étaient maintenant au pouvoir. *Cité Libre* se voyait en outre déstabilisée par la montée du mouvement indépendantiste, qu'elle assimilait, à tort, à une simple résurgence du vieux nationalisme réactionnaire de l'Union Nationale.

Suivit une période assez rocambolesque sous la houlette de Pierre Vallières, alors journaliste à *La Presse*. M. Pelletier l'avait « élu » comme successeur parce qu'il était un bon jeune homme sérieux et un catholique progressiste... Mais, sitôt Vallières à la barre de *Cité Libre*, le voilà qui s'active à la transformer en revue... indépendantiste! On voit d'ici la réaction des fondateurs de la revue.

Enfin, c'est Jean Pellerin qui allait sauver les meubles. Mais le sentiment d'urgence avait disparu. L'ennemi qui l'avait engendrée avait été vaincu, Duplessis était mort et le haut-clergé en déroute. En outre, l'idéologie souverainiste faisait de plus en plus d'adeptes parmi les lecteurs et même parmi les collaborateurs de la revue.

Il y eut une longue éclipse, suivie, il y a dix ans, d'une sorte de résurrection. Mais l'équipe qui allait ranimer la revue, sous la direction de la fille aînée de Gérard Pelletier, Anne-Marie Bourdhoux, avait beau avoir l'imprimatur de la première génération, le contexte avait entièrement changé. On était alors dans la période fébrile et incohérente qui a entouré le naufrage de Meech. La nouvelle équipe essayait vaillamment de maintenir le contact avec les nationalistes modérés, mais sa ligne de pensée restait floue.

Quand finalement, Marc et Monique Nemni en prirent la direction, *Cité Libre* retrouva une voix logique et claire et mit l'ac-



Lysiane GAGNON

cent sur les idées plutôt que sur l'actualité.

Max Nemni, politologue de Laval, est avec Jean-Pierre Deriennic l'un des rares penseurs fédéralistes contemporains du Québec, un intellectuel dans le sens entier du mot. Monique Nemni, linguiste de l'UQAM, qui cosignait les éditoriaux, allait également faire pour la revue des enquêtes percutantes sur des sujets non abordés dans d'autres médias, par exemple sur la façon dont les manuels d'histoire « révisent » la crise d'Octobre.

Cité Libre avait retrouvé un style élégant et rigoureux, une vigueur pamphlétaire et des convictions très fermes, pour ne pas dire inflexibles. Mais ses incessantes jérémiades sur le nationalisme québécois finissaient par devenir suprêmement agaçantes. Il y avait, entre les lignes, une sorte d'acharnement contre toute forme de nationalisme, peut-être parce que parmi la quinzaine de collaborateurs réguliers, il se trouvait un très petit nombre de francophones de vieille souche. Non pas que la direction n'ait pas tout fait pour en attirer. Mais ce fut peine perdue. Or, on ne peut pas comprendre le Québec sans prendre en compte le nationalisme propre aux minorités.

Ainsi, *Cité Libre* semblait viscéralement incapable d'accepter le nationalisme québécois, même dans ses manifestations les plus modérées. Sur des questions comme celles-là, la direction de la revue était plus intransigeante encore que Pierre Trudeau!

Les deux directeurs publièrent un jour la transcription mot à mot d'une longue entrevue qu'ils avaient eue avec l'ancien premier ministre — un être qu'ils adulaient, et dont ils se considéraient comme les héritiers. Quand ils invitèrent M. Trudeau à dénoncer la loi 101, ce dernier mit le pied sur le frein. Il rappela à ses interlocuteurs que les francophones étaient minoritaires, et prit la défense du gouvernement Lévesque! Incroyable mais vrai: tout au long de cette entrevue, M. Trudeau exprimait un point de vue plus flexible, plus ouvert aux compromis que les directeurs de la revue!

Quand on devient plus fédéraliste que Trudeau, on se marginalise à coup sûr au Québec. *Cité Libre* allait avoir plus de chance du côté anglophone. Capitalisant sur l'admiration que Pierre Trudeau continue de susciter chez les élites torontoises, la revue allait se lancer dans une opération audacieuse: on publierait en deux versions absolument identiques, l'une française, l'autre anglaise.

On me dit que cette dernière a bien marché (mieux que la version française, ce qui ne serait pas étonnant), mais l'idée d'une revue bilingue reste une vision de l'esprit, en tout cas une aventure journalistiquement impossible. On ne parle pas de la même façon, ni exactement des mêmes choses, à deux auditoires différents, ou alors on risque de perdre bien des lecteurs en cours de route. On peut véhiculer les mêmes idées d'un auditoire à l'autre, c'est évident, mais sous des angles différents.

Ce ne sont pas ses faibles tirages qui ont conduit *Cité Libre* à fermer ses portes. C'est plutôt le contexte politique. Une revue de combat doit aller au combat sous peine de se répéter et de tourner en rond. Or, pour l'instant, il n'y a plus de combat...

Opinions

Vera Danyluk lance un appel aux couronnes nord et sud

La Communauté métropolitaine va exister : vous avez le choix d'en faire partie de bonne grâce ou pas

VERA DANYLUK

L'auteure est présidente du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

Gens des couronnes nord et sud de la région montréalaise, l'opinion publique dans vos régions est en train de se braquer contre la création d'une Communauté métropolitaine à laquelle vous participeriez. Considérant la portée unilatérale des arguments qui produisent ce braquage, et sachant que tout changement structurel de nos régions doit s'appuyer sur une vision commune, nous voilà bien mal partis.

Je comprends ce qui se passe dans vos esprits et dans l'esprit de vos maires. Avant d'occuper mon poste actuel à la Communauté urbaine de Montréal, je fus mairesse de la petite municipalité de Mont-Royal (19 000 h.) et porte-parole attirée des maires des banlieues de l'Île. J'estimais que la gestion de nos milieux de vie et des dossiers municipaux se passe mieux quand les citoyens ont affaire à de petits gouvernements municipaux et à un petit nombre d'élus ou de fonctionnaires. Je le pense encore. Voilà pourquoi je suis opposée aux fusions municipales forcées.

Néanmoins, mon expérience à la Communauté urbaine de Montréal depuis six ans m'a donné la certitude que certains problèmes ou objectifs ne peuvent se gérer que régionalement. J'en suis progressivement arrivée à penser que l'appartenance locale et l'appartenance régionale non seulement peuvent coexister, mais se complètent.

Comme ce point de vue à deux dimensions ne vous a aucunement été proposé, peut-être consentirez-vous à le considérer. Car nous courons deux grands risques. Si les décideurs gouvernementaux perçoivent que la fragmentation municipale fait obstacle à leurs efforts de créer un ensemble métropolitain cohérent, ils élimineront cet obstacle à grands coups de fusions. Le risque inverse serait qu'une forte résistance locale amène le gouvernement à effectuer quand même la restructuration, mais en faisant tellement de compromis qu'elle soit plus nocive que bénéfique. Dans les deux cas, nous assisterions à un désastre.

La confrontation entre le local et le régional n'est pas nécessaire. Il y a dans le monde plusieurs agglomérations comportant en même temps plusieurs municipalités gérant les activités locales, coiffées par un organisme qui s'occupe des matières régionales. Faisons pareil. Il y a de votre propre prospérité et de votre qualité de vie à moyen et long termes. Je m'explique.

Je ne répéterai pas les arguments voulant que les couronnes bénéficient de la présence et de l'activité métropolitaine sans en partager les coûts. Vous pourriez dire que c'est très bien comme



Vera Danyluk

ça et que vous vous félicitez de votre chance. Je ne perdrai pas de temps à contester la thèse voulant que les villes des couronnes soient sans interdépendance avec la métropole. Pas quand Sainte-Thérèse se paie des panneaux publicitaires disant qu'elle est située à seulement 30 minutes de Montréal. Pas quand Longueuil, sur la Rive-Sud, fait des pieds et des mains pour faire prolonger le métro. Pas quand le plan d'affaires du projet de mégacentre commercial de Boisbriand repose sur des consommateurs de la métropole. Je m'en tiendrai à un seul argument: votre intérêt.

À l'encontre des périodes passées où la prospérité reposait sur l'économie classique, la relance actuelle de la région montréalaise repose sur la nouvelle économie (télécommunications, biopharmaceutique, commerce électronique, multimédia, avionique, etc.). Comme cette économie répond aux besoins des prochaines décennies, tout développement orienté dans ce sens est ce qu'on appelle du développement durable, parce qu'il repose sur des besoins qui vont durer longtemps.

Le hic, c'est que cette nouvelle génération du développement ne repose pas sur le contexte qui existe mais sur un autre, tout à fait différent, et qu'on doit créer sur mesure: entreprises d'un nouveau genre, logées dans des édifices spécialement conçus, ayant entre elles de nouveaux liens physiques, humains et électroniques, ainsi que des liens avec des centres de recherche, des institutions de formation, des forums d'échange.

Or pour faire notre place dans cette nouvelle économie, il faut trois choses. D'abord, attirer l'attention des grands joueurs économiques, autrement dit faire la promotion internationale de notre région. Puis, rendre la région compatible avec les besoins de la nouvelle économie et invitante pour les entreprises. Troisièmement, une stratégie d'investissements collectifs qui facilite les deux premiers éléments.

Cela vous concerne-t-il? Oui, immentablement. Car le gouvernement du Québec a clairement parié sur la nouvelle économie, et le noyau dur de sa stratégie se concentre sur la seule entité au Québec pouvant répondre aux besoins fondamentaux de la nouvelle économie: la métropole, pourvu qu'on la transforme, qu'on l'adapte. Ça veut dire quoi? Ça veut dire des schémas d'aménagement faits à l'échelle de la région et capables d'incorporer l'expansion présente et future. Ça veut dire des règles environnementales communes pour les entreprises qu'on attire ou qu'on crée. Ça veut dire des plans de transport collectif et des infrastructures routières qui non seulement répondent à la croissance mais la facilitent et l'appellent. Ça veut dire une fiscalité qui permette que le développement dans un coin bénéficie à l'ensemble. Au total, ça donne un plan d'ensemble où règnent la synergie et la cohérence, donc le contraire du développement sauvage ou fortuit.

Or, actuellement, l'ensemble des règles du jeu et des infrastructures est en train de se décider, y compris le financement. La question qui se pose pour vous est simple: voulez-vous être représentés à la table des décisions? Voulez-vous que la mise à jour des ressources et des infrastructures régionales vous touche? Et voulez-vous faire ensuite partie du groupe qui bénéficiera le plus (et le plus vite) de la nouvelle économie? Car désormais, ni le gouvernement du Québec ni les entreprises n'investiront de façon majeure en dehors de contextes cohérents et parfaitement adaptés à la nouvelle économie. En pratique, par exemple, quand Montréal International parcourra le monde pour démontrer aux investisseurs de la nouvelle économie que notre région métropolitaine possède les ressources qu'il leur faut, voulez-vous faire partie de ces attraits?

Pour vous mobiliser contre la Communauté métropolitaine, on vous a masqué ces perspectives d'avenir, et on a tenté de vous présenter les choses comme s'il n'y avait que la colonne des dépenses (les taxes), pas celle des revenus. Vous devez considérer les deux. Vous devez même considérer qu'il y a certains leviers de votre actuelle qualité de vie locale qui sont plus gérables régionalement, ainsi que les gens de Saint-Basile-le-Grand (l'incendie des BPC) et de Saint-Amable (l'incendie des pneus) l'ont appris trop tard. Vous devez enfin considérer que les municipalités groupées sous la Communauté urbaine de Montréal pour gérer les enjeux régionaux n'ont rien perdu ni de leur identité locale, ni de leur emprise sur la gestion municipale. De fait, le partage des coûts régionaux crée des économies bénéfiques aux budgets locaux.

Je fais donc appel à votre lucidité. La Communauté métropolitaine existera. Vous avez le choix d'en faire partie de bonne grâce ou pas. J'estime quant à moi que votre propre identité et vos énergies, de même que votre conscience communautaire, sont une composante nécessaire de la grande mosaïque métropolitaine. Dans votre propre intérêt, comme dans l'intérêt commun, embarquez.

Hochelaga-Maisonneuve: a-t-on vraiment besoin d'une autoroute?

JEAN-PIERRE BONHOMME

Divers groupes de citoyens s'opposent au prolongement de l'autoroute Ville-Marie dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Mais ils ne s'y opposent pas pour le plaisir de le faire, ils proposent une solution de réaménagement qui pourrait améliorer la vie de ce quartier — toujours bien vivant — où habitent quelque 50 000 personnes, et donner du coup l'exemple au reste du Québec.

Oui l'exemple! Dans le reste du Québec, à Longueuil, à Laprairie, à Québec, la capitale, sur la côte de Beauport, et en maints autres lieux, l'organisation du transport des personnes a été confiée aux ingénieurs des routes dont le premier souci n'a certes pas été celui de mettre l'environnement des berges en valeur; de relier, comme il se doit, le centre des villes à leurs cours d'eau. Ces exemples d'interventions brutales à Laprairie et à Québec, par exemple, sont des catastrophes connues internationalement. Le ministère des Transports (des routes?) — et tout le gouvernement — ont imposé à la côte de Beauport une insupportable servitude de bruit et de vue.

Ces interventions des années 70 et 80 ont alors été dénoncées. Mais le gouvernement, qui venait tout juste de créer un ministère de l'Environnement, est resté insensible: l'environnement c'était les bactéries; il y aurait une autoroute en plein dans le fleuve et le ministre de l'Environnement du temps, M. Marcel Léger, n'avait qu'à se taire. Quant au ministère des Affaires municipales, foin de lui; il ne s'occupe pas d'aménagement. L'aménagement, l'ordre urbain au Québec, jusqu'à maintenant, est confié aux ingénieurs de la voirie. Et en cachette. Il n'y a pas, au Québec, de ministère de l'aménagement, de l'architecture et de l'urbanisme: il faut laisser libre cours aux promoteurs de la dispersion urbaine et des centres commerciaux!

Le projet actuel du gouvernement est celui de construire un « boulevard urbain », (comme si un boulevard pouvait être campagne) dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. En réalité il s'agit d'une nouvelle autoroute des berges. Et ce n'est pas le ministère de l'Environnement, dont le budget vient d'être radicalement réduit, qui va s'y opposer davantage que ses prédécesseurs. Le projet, pourtant, n'a rien à voir avec la « modernisation d'une rue » comme on le laisse entendre; on veut construire une autoroute de six voies au moins, peut-être huit, qui sait? Si le gigantesque projet se réalise, il imposera au quartier Hochelaga-Maisonneuve trois graves servitudes: de bruit, d'air et de vue. Il faut le voir en face.

Le bruit, laisse entendre le ministère, sera contenu par un muret. Les gens savent — bon sens oblige — que c'est faux. Et que le bruit, le bruissement, le grondement, se fera entendre jusqu'à la rue Adam, au nord. Quant à l'air, eh bien il suffit de songer aux odeurs des camions et des voitures pour savoir que cela ne guérira pas l'asthme des riverains. La vue, elle, qui devrait, dans les rues nord-sud du quartier, laisser l'oeil des passants se porter vers le fleuve sera éternellement bloquée par des fortifications (décorées par une piste cyclable). 50 000 citoyens seront ainsi enclavés, encerclés sur trois des côtés de leur territoire.

Il est vrai qu'actuellement diverses installations portuaires, des entrepôts notamment, bloquent l'accès au fleuve. Mais il est probable que, dans un avenir relative-ment proche, ces installations seront déplacées ou enlevées et qu'ainsi, un jour, les piétons pourront, en certains lieux, retrouver le nécessaire accès à leurs berges. A-t-on posé une autoroute sur les berges du Vieux-Montréal? Pourquoi à Maisonneuve où les citoyens vivent?

Le quartier Maisonneuve est mal perçu par le Québec. Il est vrai que tous ses habitants ne sont pas riches. Mais on y trouve toute une société bien tissée et qui ne refuse pas d'évoluer. Une société qui se diversifie tranquillement malgré que le gouvernement du Québec ait exproprié et démoli 1200 de ses résidences. C'est cette démolition qui a ravagé la rue Sainte-Catherine et qui a repoussé une part du commerce vers la rue Ontario. Malgré cela, on peut envisager que, dans Hochelaga-Maisonneuve, la qualité de vie puisse un jour être aussi intéressante que celle du Plateau Mont-Royal. Si les responsables le veulent! (...)

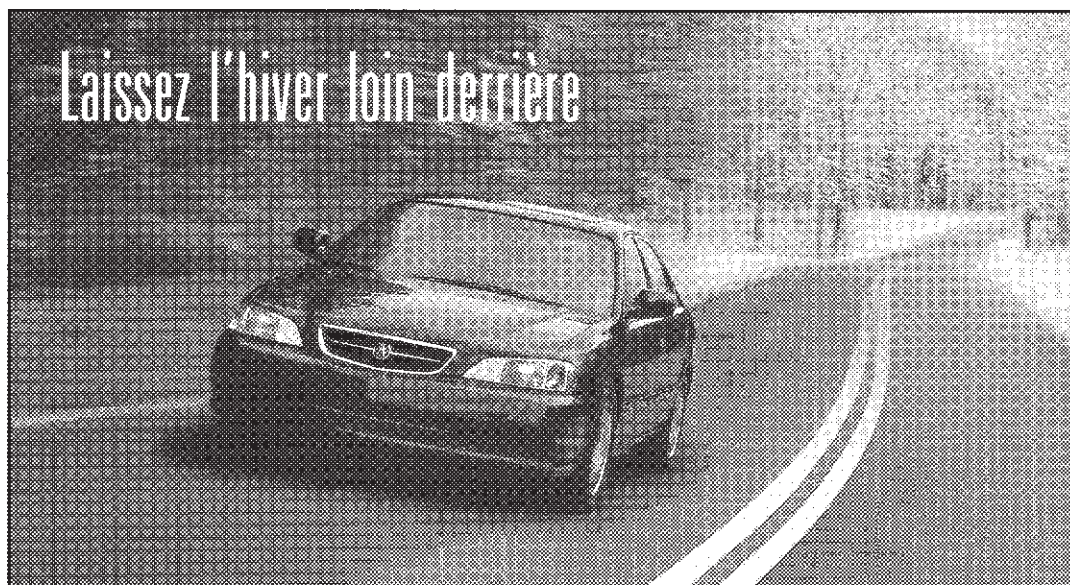
Pour faire le point sur l'actualité

LISEZ LE CAHIER

Plus

CHAQUE SAMEDI DANS

La Presse



Pour que votre Acura bénéficie de notre forfait printemps/été et accueille le printemps avec l'énergie d'une voiture neuve, confiez-la aux spécialistes de notre équipe de service Acura.

Forfait printemps/été **68,88 \$*** (*Détails de l'offre sur le bon correspondant ci-dessous) • Mallette en cuir pour CD • Vérification de l'usure et de la pression des pneus, des ressorts et des amortisseurs, des étriers et des cylindres de frein, du frein à main ainsi que de l'état et du degré d'usure des freins • Inspection de l'échappement, des phares et des ampoules • Inspection des essuie-glace, lave-glace, gicleurs et lames; mise à niveau du liquide lave-glace • Inspection et graissage des serrures, des mécanismes de verrouillage et des poignées • Contrôle de



De la performance à vie

la batterie et de la charge • Contrôle du niveau des liquides de boîte de vitesses, de direction assistée, de frein et d'embrayage et vérification du chapeau, du rotor de distributeur, des fils à haute tension, de l'état des courroies d'entraînement (sauf courroie de distribution) • Vidange d'huile et remplacement du filtre • Vérification du niveau et du point de congélation du liquide de refroidissement, de la pression du système de refroidissement et inspection des durites et des colliers • Permutation des pneus

Téléphonez à votre concessionnaire Acura pour prendre rendez-vous.



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

68,88 \$* Forfait printemps/été

Inspection complète plus vidange d'huile, remplacement du filtre Acura d'origine et mallette en cuir pour CD (CD non compris).

Assurez-vous que votre Acura soit au point pour le printemps. Grâce à cette offre spéciale, nos spécialistes Acura examineront votre Acura de la proue à la poupe. Vous recevrez en plus une superbe mallette en cuir estampé Acura, afin de transporter et protéger vos CD avec classe. Consultez la liste de contrôle de notre forfait printemps/été pour plus de détails. Renseignements supplémentaires au verso.

Michelin Prix spécial

MXV4-PLUS 132,95 \$*

P195/60R14

XGT-V4 163,95 \$*

P195/55R15

Entre vous et la route : vos pneus ! Vous et vos passagers méritez donc des pneus sûrs et performants. À ce prix, installation comprise chez votre concessionnaire Acura, vous obtenez ce qu'il y a de mieux. Renseignements supplémentaires au verso.

*Montage et équilibrage en sus. Taxes en sus. Cette offre d'une durée limitée prend fin le 30 juin 2000.

2840729

Politique

Le projet de loi C-20 crée des « tensions inutiles », dit Ryan

Presse Canadienne
OTTAWA

Inutile et sans fondement, le projet de loi C-20 crée une source de « tension inutile » parmi les forces fédéralistes et présume de la « mauvaise foi » de l'Assemblée nationale et des péquistes, croit l'ex-chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan.

Selon lui, ce projet de loi qui accorde à la Chambre des communes un droit de regard sur une question référendaire portant sur la sécession du Québec, introduit plus de confusion que de clarté dans le processus référendaire.

Au lieu de s'en remettre à la manière « classique » de procéder et d'accorder la victoire au camp qui aura recueilli 50 pour cent des voix plus une, la Chambre des communes se donne le droit d'évaluer l'importance de la majorité des voix exprimées, le pourcentage des électeurs inscrits et « tous autres facteurs ou circonstances qu'elle estime pertinents ».

M. Ryan trouve ce troisième critère abusif car il pourrait modifier unilatéralement les règles d'interprétation du vote référendaire après la tenue d'un référendum jusqu'alors acceptées par tous les camps.

« Les auteurs du projet de loi C-20 ont l'audace de le présenter comme un projet de loi sur la clarté. Il s'agit malheureusement d'une clarté à sens unique », a-t-il déclaré devant un comité spécial du Sénat qui se penche sur ce projet de loi.

Ce projet de loi « procède d'une méfiance quasi-viscérale à l'endroit de la bonne foi

d'un parti et d'un gouvernement qui ont toujours agi, que je sache, dans le respect des règles constitutionnelles et de la légalité », reproche M. Ryan.

Les libéraux fédéraux veulent faire croire que l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec pourraient être tentés de « passer outre à l'exigence de clarté » énoncée par la Cour suprême du Canada, a ajouté l'ex-chef libéral.

Or, il faut plutôt « présumer de la bonne foi du gouvernement québécois et de l'Assemblée nationale », a-t-il fait valoir.

De plus, M. Ryan croit que ce projet de loi passe à côté du vrai problème en tentant de faire croire que le résultat serré de 1995 était attribuable « au caractère ambigu et enchevêtré de la question, plutôt qu'au mécontentement de milliers de Québécois devant le peu d'empressement du reste du Canada à renouveler le fédéralisme canadien ».

Selon lui, le projet de loi C-20 n'est qu'un moyen détourné pour permettre à Ottawa de « dicter non seulement la teneur mais aussi la forme de la question ».

Il rappelle que le texte de loi va trop loin en prétendant qu'un rejet de la question référendaire par le Parlement « devrait entraîner automatiquement l'interdiction pour le gouvernement fédéral d'entamer avec le Québec toute négociation pouvant mener à la sécession ».

Le gouvernement canadien ne devrait pas se « priver ainsi d'une marge de manoeuvre dont il pourrait avoir besoin », a-t-il dit.

Chrétien affirme qu'Ottawa a assez réinvesti en santé

Presse Canadienne
WINNIPEG

Ottawa a déjà réinvesti les sommes qui avaient été retranchées à la santé, il y a cinq ans, et n'a pas besoin de consacrer à celle-ci 4,2 milliards supplémentaires, affirme le premier ministre fédéral Jean Chrétien.

« Nous soutenons avoir procédé au refinancement », a-t-il déclaré à Winnipeg, hier, au terme d'un entretien d'une heure avec son homologue du Manitoba, Gary Doer, au cours duquel la santé a été l'une des principales questions abordées. « Lorsque vous incluez tous les paiements de transfert, il y a 2 milliards de plus allant aux provinces cette année qu'en 1993-94 », a ajouté M. Chrétien.

Les premiers ministres provinciaux ont

une fois de plus réclamé le rétablissement complet des sommes coupées à même les budgets dévolus à la santé, il y a cinq ans. Ils contestent le résultat auquel est arrivé le fédéral, estimant que ce dernier doit encore 4,2 milliards.

De plus, ils ont calculé que le régime de santé avait besoin d'une injection de 13 milliards, au cours des cinq années à venir, afin de suivre le rythme de la croissance et du vieillissement de la population.

Hier, M. Doer a réitéré que les dirigeants provinciaux ne partageaient pas le raisonnement de M. Chrétien.

Le premier ministre fédéral n'a pas cru bon de préciser davantage sa pensée avant de quitter le point de presse tenu à la suite de sa rencontre avec son homologue manitobain.

La CSN juge impossible tout consensus sur la réforme du Code du travail

Presse Canadienne
QUÉBEC

Il n'y a pas de consensus possible entre le patronat et le syndicat sur la réforme du Code du travail, avertit le président de la CSN, Marc Laviolette.

« Le consensus que recherche la ministre du Travail, Diane Lemieux, entre le patronat et les syndicats est un mythe. Il n'y aura jamais un tel consensus à savoir que c'est une bonne chose que les travailleurs se syndiquent », a dit M. Laviolette, hier, en inaugurant le 55^e congrès de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, affilié à la CSN.

La ministre du Travail, Diane Lemieux, doit déposer à l'Assemblée nationale au cours des prochains jours un projet de loi réformant le Code du travail. La ministre recherche un consensus patronal-syndical dans ce dossier.

Mais le président de la CSN a laissé planer peu d'espoir à cet égard.

« Pour la CSN, le Code du travail doit prendre le parti des travailleurs et faciliter leur syndicalisation », a dit le leader syndical.

M. Laviolette a cité le cas actuel du commissaire du travail, l'officier chargé de reconnaître légalement la formation de tout nouveau syndicat. « Ce commissaire ne dispose pas de tous les pouvoirs pour accréditer rapidement les syndicats. Il est impuissant pour remplir convenablement sa fonction première. La réforme doit lui donner les pouvoirs pour agir rapidement », croit le leader syndical.

Le président de la CSN a également rappelé la nécessité de « donner des dents » à l'article 45 du Code du travail, afin d'éviter que les entreprises donnent des contrats de sous-traitance leur permettant de se débarrasser de syndiqués.

Il a cité l'exemple des moulins à papier qui cherchent à faire effectuer le traitement de leurs eaux usées par des entreprises de sous-traitance. La CSN s'est objectée l'hiver dernier à cette procédure que tentait d'implanter Abitibi-Consolidated.

« Jusqu'à maintenant, les orientations de la ministre Lemieux laissent entrevoir peu de volonté du gouvernement de donner un bon coup de barre dans la réforme du Code du travail. Mais pour la CSN, il n'est pas question de laisser la ministre trancher la poire en deux parties inégales, averti M. Laviolette. La complaisance ne fait pas partie des habitudes de notre organisation. »

Le président de la CSN s'est par ailleurs réjoui d'une victoire syndicale : le ministre André Boisclair « a retraité et le hold-up des caisses de retraite n'aura pas lieu ».

Il faisait allusion aux amendements que le ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair, a annoncés à son projet de loi qui visait originellement à accorder aux entreprises un congé de cotisation lorsqu'il y a des surplus dans les caisses de retraite.

C'est ce retrait du ministre qui a permis au syndicat CSN du transport en commun de Montréal d'en venir à une entente en fin de semaine, a conclu le président syndical.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



HAÏTI Partielles calmes

■ Le premier tour des législatives, municipales et locales s'est déroulé sans incident dimanche dans le département de la Grande-Anse, mais le blocage est entier autour des résultats contestés du 21 mai dans le reste du pays. Le scrutin n'avait pas pu se tenir dans la Grande-Anse le 21 mai en raison d'antagonismes concernant la composition des bureaux de vote. Le second tour des élections doit se tenir le 25 juin. Les résultats partiels du premier tour donnent largement gagnant le parti de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, Fanmi Lavalas.

d'après AFP

LIBERIA Complot ?

■ Un « complot international » contre le président Charles Taylor est en cours, prévoyant l'invasion du Liberia par 5000 « dissidents » qui se trouvent en Sierra Leone, selon le NPP au pouvoir (Parti national patriotique). John Witfield, secrétaire général du NPP cité hier par le quotidien indépendant *Inquirer*, a déclaré à des étudiants qu'une attaque du Liberia se préparait à partir de ses trois pays voisins : Guinée, Côte d'Ivoire et Sierra Leone. Il a refusé d'indiquer qui est derrière ce « complot », mais il l'a lié aux « allégations » faisant état d'un soutien du Liberia aux rebelles sierra-léonais du Front révolutionnaire uni (RUF).

d'après AFP

ISRAËL La crise s'envenime

■ Le parti religieux orthodoxe sépharade Shass a fait monter les enchères hier dans ses pourparlers en vue du maintien de ses 17 élus au sein de la coalition gouvernementale d'Ehud Barak. Le Shass demande non seulement des fonds publics pour renflouer son réseau éducatif au bord de la faillite, mais veut aussi avoir son mot à dire dans le processus de paix et sur des questions sociales, a indiqué aux journalistes l'entourage de Haïm Ramon, ministre attaché à la présidence du conseil qui négocie avec le Shass les conditions de son maintien au sein de la majorité.

d'après AFP

BURUNDI Visite de Mandela

■ Nelson Mandela a quitté hier l'Afrique du Sud pour un séjour de trois jours au Burundi, au cours desquels il visitera des camps de déplacés, aura des entretiens des détenus politiques et avec des représentants de la société civile. Le médiateur du processus de paix entend soumettre les accords passés avec le major Pierre Buyoya, dont la libération d'ici fin juillet des Burundais des camps, et que la réforme de l'armée moitié hutue et moitié tutsie, avec une représentation pour les Twas.

d'après AFP

PARAGUAY Oviedo détenu

■ L'ex-général paraguayen Lino César Oviedo est arrivé hier dans un hangar de la police fédérale de l'aéroport de Brasilia, avant d'être transféré au siège de la police locale où il restera emprisonné jusqu'à son extradition au Paraguay. L'ex-général a été arrêté dimanche par des agents de la police fédérale dans la ville brésilienne de Foz do Iguaçu, sur la frontière du Paraguay. Oviedo est accusé d'avoir fomenté le coup d'État qui a renversé le général Alfredo Stroessner en 1989, d'avoir commandité l'assassinat du vice-président Luis Argana en 1999 et d'avoir participé à la tentative de coup d'État le 18 mai dernier au Paraguay. Il a été condamné à 10 ans de prison dans son pays.

d'après AFP

ÉTATS-UNIS Bouclier inefficace

■ Des physiciens américains ont demandé hier, lors d'une visite au Congrès à Washington, la suspension du projet de système de défense antimissiles (NMD) qu'ils jugent inefficace. Selon eux, le NMD pourrait être neutralisé par toute nation techniquement capable de lancer un missile dès lors que celui-ci serait doté de têtes multiples. Ils affirment que ces États pourraient contrecarrer le projet américain par des mesures simples et peu coûteuses. Il faut « dire à nos politiciens que le projet national de défense antimissiles ne fonctionnera pas », a souligné Lisbeth Gronlund, une chercheuse du Massachusetts Institute of Technology (MIT), venue avec 34 autres scientifiques voir les parlementaires américains.

d'après AFP



La rencontre des deux leaders coréens aujourd'hui a inspiré des employés d'un grand magasin de Séoul. À gauche, le nordiste Kim Jong-Il, à droite, le sudiste Kim Dae-Jung.

PHOTO AFP

Le premier sommet entre les deux Corées s'ouvre aujourd'hui à Pyongyang

d'après AFP et AP
SÉOUL

Le leader nord-coréen Kim Jong Il a accueilli le président sud-coréen Kim Dae-jung par une chaude poignée de main à sa descente d'avion, ce matin, sur l'aéroport de Sunan, près de Pyongyang. Les deux hommes vont passer trois jours ensemble en Corée du Nord dans le cadre d'un sommet historique.

Kim Dae-jung a été reçu par une fanfare militaire, des femmes vêtues de toges traditionnelles, et une foule très émue agitant des fleurs en papier rose. Les deux dirigeants ont échangé quelques mots en regardant un défilé militaire, puis ils sont montés dans une limousine noire pour se rendre dans la capitale.

Des leaders de Corée du Sud et de Corée du Nord ne s'étaient jamais rencontrés depuis la fondation des deux pays en 1948.

La Corée du Nord a interdit aux journalistes étrangers d'assister au sommet. En revanche, 50 journalistes sud-coréens ont été autorisés à se joindre à l'entourage du président Kim Dae-jung. Son arrivée a

d'ailleurs été retransmise en direct par la télévision sud-coréenne.

« J'espère sans réserve que mon voyage à Pyongyang ouvrira un chemin vers la paix et la réconciliation », avait déclaré Kim Dae-jung juste avant de prendre l'avion pour Pyongyang, accompagné par son épouse.

« J'espère que ce sera un tournant dans les efforts visant à mettre fin aux menaces de guerre et à la Guerre froide sur la péninsule coréenne, pour que les 70 millions de Coréens au Sud et au Nord puissent vivre en paix », avait-il ajouté. Il s'est ensuite envolé pour Pyongyang avec une délégation de 180 personnes. Le vol a duré une cinquantaine de minutes.

À Pyongyang, plusieurs rencontres en tête-à-tête se dérouleront entre les deux Kim, aujourd'hui et demain, suivies d'une réunion élargie aux ministres et responsables.

Le retour de la délégation sud-coréenne est prévu par la route, jeudi, par le village de Panmunjom, seul point de passage entre les deux Corées séparées par une zone démilitarisée.

Le président du Sud a annoncé

qu'il aborderait « sans crainte » toutes les questions.

Les enjeux de ce sommet sont d'une importance considérable.

Les pays occidentaux sont préoccupés par la technologie nucléaire et balistique de la Corée du Nord.

Washington a salué la tenue de ce sommet inter-coréen, mais l'administration américaine craint que les deux Corées ne finissent par s'entendre pour demander le retrait des 37 000 soldats américains stationnés dans le Sud.

La Corée du Nord réclame le départ des troupes américaines depuis la fin de la guerre en 1953, qui s'était achevée sur un armistice et la mise en place d'une frontière la plus fortifiée du monde.

Pyongyang doit aujourd'hui se rapprocher du Sud en raison de la famine qui, selon les organisations humanitaires, aurait fait deux millions de morts ces cinq dernières années.

Dirigeant de l'un des pays les plus développés du monde, Kim Dae-Jung admet que la réconciliation entre les deux Corées sera une affaire de longue haleine.

REPÈRES/Syrie

Les accents du père

JOONEED KHAN

En rendant hommage hier au président syrien Hafez al-Assad, le Congrès juif canadien (CJC) a émis l'espoir que son successeur « saisira l'occasion de passer par la porte à la paix » ouverte par son père à Madrid, en 1991, et « de négocier une paix globale avec Israël ».

Les obsèques de son père n'ont lieu qu'aujourd'hui, il ne sera confirmé de l'État que le 25 juin, et son oncle Rifaat le conteste déjà sur fond d'une Syrie à moderniser et d'une jeunesse à dynamiser. Mais Bachar al-Assad, 34 ans, semble avoir répondu par anticipation à l'appel du CJC.

Israël doit se retirer de chaque pouce de territoire syrien occupé, affirme-t-il dans une interview accordée deux semaines avant la mort de son père à l'hebdomadaire

égyptien *Al-Ousbou* (nassérien) et publiée hier.

« La Syrie a participé à la Conférence de Madrid sur la base de principes fermes », déclare-t-il, précisant : « Ces principes sont le refus de renoncer au moindre pouce de territoire syrien occupé par Israël, et de signer quelque accord de paix que ce soit sur une base autre que celle du retrait d'Israël aux frontières du 4 juin 1967, y compris la rive nord-est du lac de Tibériade ».

Dans un autre entretien, dont on ignore quand il fut réalisé, mais publié hier dans le quotidien arabe londonien *Al-Sharq al-Awsat*, Bachar al-Assad estime que l'eau est la plus importante priorité d'Israël même s'il la fait devancer par la sécurité et la terre. « Ils sont les agresseurs », affirme-t-il, « les rapports de force sont en leur faveur, ils disposent de moyens d'observation et de pré-alerte très développés ».

À ceux qui s'interrogent sur la présence militaire syrienne au Liban, il répond que « le jour où les autorités libanaises nous le demanderont, nos forces s'en iront », et ajoute : « Nous appuierons toute décision que le président Émile Lahoud, patriote libanais, prendra dans l'intérêt du Liban ».

La présence militaire syrienne au Liban, forte de 30 000 hommes, remonte à 1976. Elle découle d'une demande du pouvoir libanais alors face à la guerre civile, et elle fut légalisée en 1989 par l'Accord de paix interlibanais de Taëf.

Mais à propos du Hezbollah, qui a obtenu le mois dernier la fin de l'occupation israélienne du Liban Sud, Bachar al-Assad dit, dans cette même interview : « Ils sont à la fois l'avant-garde de la résistance et un parti représenté au Parlement libanais ». « Le Hezbollah ne jettera pas ses armes car le retrait n'élimine pas les dangers israéliens contre le Liban », ajoute-t-il.

Syrie : Bachar contesté par son oncle Rifaat

d'après AFP et AP
DAMAS

Successeur désigné à la tête de la Syrie en deuil, Bachar al-Assad fait déjà face à sa première contestation, en la personne de son oncle Rifaat qui s'est posé hier en rival depuis son exil en Europe en se présentant comme le héraut de la démocratie.

Dans un communiqué lu par la chaîne de télévision par satellite ANN, basée à Londres, Rifaat al-Assad, 63 ans, chassé de son pays en 1995, puis destitué de son poste de vice-président en 1998, a promis « un nouveau mouvement de redressement à tous les niveaux ».

À la veille des obsèques de son frère Hafez, 69 ans, auxquelles sont attendues de nombreux dirigeants étrangers, Rifaat, évoquant la désignation de Bachar, son neveu de 34 ans, comme candidat officiel à la présidence, a accusé les dirigeants syriens d'avoir « violé la Constitution et fait fi de la volonté du peuple ».

Les autorités syriennes se sont refusées à tout commentaire. Mais le journal *Al-Hayat* écrit que Damas a pris les devants en lançant un mandat d'arrêt contre le rival autoproclamé de Bachar.

Il est difficile de savoir si Rifaat, qui fut dans les années 1980 le chef des Brigades de défense, garde prétorienne du régime dissoute en 1995, peut représenter une menace pour Bachar.

Le fils-dauphin de Hafez el-Assad a reçu dimanche la visite du ministre de la Défense, le général Mustafa Tlass, et des membres la hiérarchie militaire, qui lui ont fait « voeu d'allégeance », selon l'agence officielle syrienne.

Mais Bachar, dont la candidature doit être avalisée le 25 juin par le Parlement, n'a jamais exercé de responsabilités politiques importantes. La transition risque de se transformer en baptême du feu pour cet ophthalmologue, confronté à des dossiers brûlants tels le processus de paix avec Israël, dans l'impasse.

Et l'entrée en lice de Rifaat constitue le premier grain de sable dans la machine bien huilée qui doit permettre à Bachar d'accéder à la magistrature suprême à Damas.

Tout avait été préparé minutieusement par le président Hafez al-Assad pour s'assurer que son fils lui succéderait sans accroc.

Rifaat al-Assad, qui a toujours voulu succéder à son frère aîné, avait profité en 1983 d'une crise cardiaque du président pour tenter de prendre le pouvoir. Mais la décision de Hafez al-Assad de préparer son fils aîné Bassel à sa succession avait consacré la rupture entre les deux frères, et Rifaat avait quitté le pays en 1985.

La disparition tragique dans un accident de voiture de Bassel en 1994 avait redonné espoir à Rifaat. Pour peu de temps.

Hafez al-Assad choisit en effet de préparer son deuxième fils, Bachar, aux plus hautes charges de l'État. Une nouvelle crise a éclaté alors entre les frères, et Rifaat fut banni définitivement en 1995, puis perdit son poste de vice-président en 1998.

Arts et spectacles

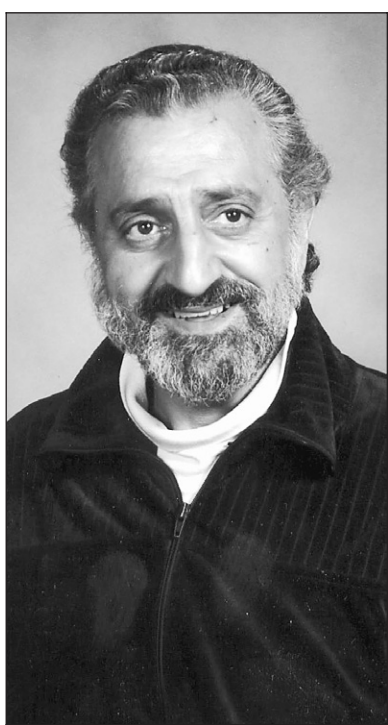


PHOTO CP

Le ténor canadien John Arab, qui vient de mourir, fut membre de la Canadian Opera Company de Toronto pendant près de 20 ans. Il a tenu le premier rôle dans au moins six productions du Barbier de Séville, quatre de La Bohème et trois de Louis Riel.

JMC: projet d'un concours international

MUSIQUE



Claude Gingras

Les Jeunesses Musicales du Canada étudient présentement un projet qui, dans ses grandes lignes, reprendrait le Concours international de Musique de Montréal, qui a cessé ses activités en 1997 après plus de 30 ans d'existence.

Le présent Concours de chant des JMC, dont la lauréate Marie-Nicole Lemieux a ensuite remporté le grand prix de Bruxelles, sera intégré au nouveau concours. Comme à la compétition que dirigeait Monique Marcell, les disciplines seraient le piano, le violon et le chant. On n'écarte pas une quatrième discipline, qui pourrait être le violoncelle.

Tel que le projet se présente actuellement, le nouveau concours sera lancé en 2002 et l'administration et le financement en seront la responsabilité de la Fondation Jeunesses Musicales.

Le Concours international de Montréal fut lancé par Monique Marcell en 1965. On y faisait alterner chaque année piano, violon et chant, avec une année de relâche la quatrième année selon une formule instaurée en 1974. La toute dernière compétition fut celle de piano en 1996; il n'y eut alors pas de premier prix.

Musique française

Le septième Concours d'interprétation des Journées de la Musique française, initiative du Théâtre Lyricorégra, aura lieu du 20 au 22 octobre, pour la discipline piano, et du 14 au 16 décembre, pour la discipline chant. La musique de Poulenc y sera à l'honneur. Le pianiste et compositeur Jean-Michel Damase sera le président du jury de piano et l'administrateur de théâtre Pierre Médecin, le président du jury de chant. Renseignements : 684-7287.

Ténor décédé

Le ténor canadien John Arab est mort du cancer, à Toronto, à la veille de ses 70 ans. Né à Halifax d'une famille libanaise, il fut membre de la Canadian Opera Company de Toronto de 1958 à 1977.

En bref

La saison de la Chapelle historique du Bon-Pasteur s'est terminée avec les auditions du Prix d'Europe. Reprise des activités le 20 septembre... Le Théâtre d'Art lyrique de Laval est à la recherche de ténors et de basses pour les chœurs de ses productions de *La Traviata*, en novembre, et de *La Veuve joyeuse*, en avril. Rens.: (450) 975-8685.

Elvis Story, success story

VALÉRIE LETARTE
collaboration spéciale

C'est le début d'un sixième été pour *Elvis Story* au Capitole de Québec. Depuis le temps, on s'en doute bien, le spectacle roule tout seul, rodé au quart de tour, porté depuis le commencement par le flot d'excellentes critiques.

On a même récemment publié une étude (firme Zins Beauséne et associés) sur l'impact d'*Elvis Story*, qui est une des attractions estivales les plus importantes au Québec. Non seulement on atteindra le demi-million de spectateurs cet été, mais on évalue les retombées économiques de leur passage dans la région (hôtels, restaurants et magasins) autour de 23 millions de dollars. Impressionnant.

Au-delà des chiffres qui confirment l'immense succès populaire du spectacle, il convient d'en rappeler la qualité réelle. Rare mélange de simplicité et de flamboyance. Mouffe, qui a dirigé le tout, a vraiment fait du bon boulot.

Pour raconter la vie d'Elvis, une suite de tableaux efficaces. Elvis jeune et fringant, qui débarque et scandalise. Elvis, au retour de l'armée, qui se lance dans une avalanche de films de piètre qualité. Elvis qu'on croit dépassé mais qui étonne tout le monde avec un fulgurant retour télé en 1968. Elvis qui par la suite, se laisse avaler par la grosse machine Vegas. Elvis qui déprime. La suite que l'on connaît.

On assiste ici à l'intégration intelligente et fluide des images d'archives, judicieusement choisies, à ce qu'on reconstitue sur scène. Décors vivants, efficaces, ingénieusement exploités. Chorégraphies plutôt enlevantes. Chansons bien choisies. Costumes souvent magnifiques. Plaisir rapidement atteint. Le texte de narration, même approuvé par les descendants d'Elvis,



Dans la peau d'Elvis, Martin Fontaine, un petit rouquin de Laval : éblouissant.

ne sombre jamais dans l'apologie larmoyante. Juste ce qu'il faut d'affection. On a très bien compris qu'il n'était pas nécessaire d'en rajouter. On a tous dans le coeur un Elvis qu'on préfère, et ouf! cette liberté demeure intacte. C'est ce qui, fondamentalement, fait de ce spectacle,

l'antithèse de la chose un peu québécoise que certains pourraient encore redouter.

Au centre de l'entreprise, qui ne serait jamais la même sans lui, Martin Fontaine qui incarne Elvis. Vous le savez probablement déjà, le chanteur, originaire de Laval, plu-

tôt petit et rouquin, ne ressemble pas du tout à son idole. Deux heures de maquillage plus tard (bravo à la maquilleuse Sylvie Lamontagne, une véritable artiste) c'est littéralement confondant.

Mais au-delà du fond de teint, des perruques et des ombres bien étudiées, il y a le style, la dégaîne, l'esprit Elvis. Et Martin Fontaine aussi sagement que joyeusement en est tout imprégné. Plusieurs fois durant le spectacle, on veut se pincer, ravis et décontenancés. Rien de névrosé, rien de caricatural non plus, dans ce jeu étrange de l'illusion, la parfaite machine à voyager dans le temps. Ce n'est pas seulement physique, c'est l'attitude. Cinq ans d'Elvis dans le corps et au lieu de rouler « sur le pilote automatique », le chanteur-acteur, au contraire, puise un plaisir nouveau à évoluer dans les décors qu'on vient tout juste de revampé. Cette année, on a injecté un quart de million pour rehausser différents tableaux. Notre homme est tout content, tout fier, animé d'un deuxième souffle. On a beau l'avoir lu et entendu, on l'écrit à nouveau, Martin Fontaine est éblouissant. Suggérons qu'il l'est peut-être encore plus maintenant, ayant franchi toutes les étapes qui permettent d'accéder à ce dont rêve tout comédien, l'expérience, la confiance, l'assurance... La voix d'Elvis, Martin Fontaine ne l'a même pas à la perfection, et vous savez quoi? Ça ne change absolument rien au plaisir, solide, que nous éprouvons!

Elvis Story est un spectacle équilibré, intelligent et populaire, agréable et informatif. On ne peut pas demander grand chose de plus. D'une certaine façon, malgré le battage publicitaire et le processus qu'on a entamé pour lui faire prendre la route des casinos aux États-Unis, malgré la rutilance et l'ambition, *Elvis Story* demeure sans prétention. Cela aussi, fait partie de ses multiples charmes.

ELVIS STORY au Capitole de Québec, du 1er Juin au 1er octobre. 1-800 261-9903 www.elvisstory.com

Télé en trois dimensions: gros progrès, mais chère

TÉLÉVISION



Louise Cousineau

J'entretiens sur la télévision en trois dimensions des doutes immenses. L'année dernière, Canal D nous avait fait croire que ses documentaires d'animaux étaient ultrapercutants si on achetait des lunettes à 1,49 \$.

S'il y avait trois dimensions avec les petites lunettes en carton, moi je suis Céline Dion.

Voilà qu'hier matin, une nouvelle technique en trois dimensions était présentée à Montréal. Rien à voir avec les lunettes en carton. Les lunettes sont solides et le verre brun foncé. C'est vrai que la troisième dimension est vraiment perceptible. Sauf qu'au bout de 10 minutes, je commençais à avoir mal à la tête.

Le canal payant Indigo offrira trois courses de Formule Atlantique cet été en 3-D. Le Molson Indy de Toronto le 15 juillet, le Grand Prix de Trois-Rivières le 30 août et Le Grand Prix de Monterey couru sur la Laguna Seca en Californie le 9 septembre.

Mais c'est pas mal cher. Pour 60 \$ vous obtenez le décodeur 3-D et deux paires de lunettes, disponibles dans des magasins comme Future Shop ou Canadian Tire. En plus, vous devez payer 30 \$ par événement à Indigo. La représentante d'Astral déclare qu'il y a des négociations avec un club vidéo pour la location de l'équipement. Ceux qui décident de l'acheter ne sont pas sûrs de plus de trois événements pour l'instant. Mais il est question pour l'avenir de sports extrêmes et même de films pornos.

Cette nouvelle technologie vient de Californie et Doug Stanley est gérant général de la chaîne C3DTV, une chaîne en trois dimensions à l'affiche depuis le 1er janvier 1999 à Los Angeles. Deux mille abonnés jusqu'à présent. Il présente une programmation pour un public de

jeunes adultes comme MTV : partys raves, émissions d'aventures et dessins animés.

Toutes les images de M. Stanley n'étaient pas d'égale qualité. Certaines étaient très claires, d'autres plus floues. Les images les moins percutantes étaient celles de course automobile. On a expliqué qu'on avait tourné la course en analogique parce que le temps pressait.

Si on a enfin trouvé la solution à la troisième dimension à la télé, ne reste qu'à tourner de la programmation. Ou à adapter en 3-D les films actuels. Ça se fait déjà.

Note amusante : Sophie Hénault, la directrice de la programmation chez Indigo, parlait hier des petites lunettes en carton du bon vieux temps avec mépris. Or, il y a quelques mois, Canal D, qui appartient comme Indigo à Astral, nous vantait les mérites des fameuses lunettes en carton.

Il s'en était vendu 40 000 à 1,49 \$.



Julie Snyder

Julie Snyder fera deux Fort Boyard

Julie Snyder a toujours refusé les invitations à Fort Boyard dans le passé parce que son agenda était trop chargé. Voilà que dans deux semaines, elle ne fera pas un mais deux Fort Boyard. Le québécois, dont c'est la dernière édition cette année, et le français qui sera filmé tout de suite après.

Il faut dire que Paris-La Rochelle est moins loin que Montréal-La Rochelle en passant par Paris, l'avion et le TGV. Et puis, Julie amènera deux de ses concepteurs avec elle pour travailler sur *Vendredi c'est Julie* dont la saison finit en juillet.

Bébêtes ou sauts périlleux au menu de Julie? Grand secret.



Résumer sans trahir n'est pas facile. Serge Turgeon y excellait.

Serge Turgeon quitte Salut Bonjour! vendredi

Depuis 12 ans, Serge Turgeon fait la revue de presse à *Salut, Bonjour!* au réseau TVA. Il devait n'y être que quelques semaines dans le temps de Michel Chamberland à la direction des programmes. Il quittera pour toujours vendredi de cette semaine.

Volontairement? « Disons que j'ai ouvert la porte et que ça fait l'affaire des patrons de TVA », répond M. Turgeon.

Depuis qu'il a quitté la présidence de l'Union des artistes, Serge Turgeon est codirecteur général, avec Mercedes Palomino, du Théâtre du Rideau vert. Emploi qui le fait veiller parfois très tard. Il est aussi à CJPX, la station classique de Jean-Pierre Coallier.

Or, pour *Salut, Bonjour!*, il doit se lever à 3 h, cinq jours par semaine, pour préparer ses trois interventions dont la première passe à 6h30. « Je commence à trouver ça difficile, et j'ai envie de déjeuner le matin avec mes trois enfants de 13, 10 et 8 ans. »

Son travail m'a toujours impressionnée : bons résumés, lus sans jamais bafouiller. Parfois, le propos cinglait. Résumer sans trahir n'est pas facile. Serge Turgeon y excellait.

« Je l'ai fait avec passion, dit-il. Je dois extirper quelques secondes des éditoriaux et des chroniques que les journalistes ont mis des heures à écrire. Je vais m'ennuyer : lire en professionnel est différent. »

M. Turgeon tient à préciser que jamais en 12 ans la direction de TVA n'a essayé de l'influencer dans ses choix de sujets. « Et pourtant, je sais que parfois ils ont subi des pressions. Ils ont eu le génie de ne pas me les transmettre et m'ont laissé une liberté totale. »

Quel journaliste était le plus difficile à résumer? « Lise Bissonnette, parce sa ligne de pensée n'était pas toujours continue », dit-il.

Le plus plaisant? « Quand on sent que le chroniqueur, le caricaturiste ou l'éditorialiste ont quelque chose à dire, c'est agréable comme tout. Ces gens-là sont devenus mes personnages préférés », dit-il.

Il lit tous les journaux depuis 13 ans à TVA et avant il l'avait fait pour la radio pendant 19 ans. À CJMS, puis à CFGL et CIEL.

Que lira-t-il chez-lui lundi matin? Il rigole et répond : « *La Presse!* » Avant que j'aie le temps de le traiter de tétu, il ajoute : « Mardi, je ne sais pas! »

Les téléspectateurs devront s'habituer à de nouvelles têtes l'an prochain à *Salut, Bonjour!* Jacques Moisan aura pris sa retraite, Pénélope McQuade a décidé de prendre un congé sabbatique et sera remplacée par Catherine Vachon qu'on voit déjà à LCN. Même la météo changera de Miss.

Serge Turgeon sera probablement remplacé par un des journalistes de TVA.

Les Ubi Boys

Les portes d'Ubi Soft, coin boulevard Saint-Laurent et rue Saint-Viateur, ouvrent tous les matins à 8 h tapant. Et bien qu'il n'y ait pas de carte à poinçonner ni de carte à puces pour surveiller leur ponctualité, les quelque 600 employés sont gentiment mais fermement invités à arriver à l'heure. Si d'aventure ils se pointent à 8h30, ils seront invités gentiment mais fermement à partir à 17h30 plutôt qu'à 17h.

Reste que ce matin, il ne risque pas d'y avoir de retardataires. La raison est simple : Jacques Villeneuve est attendu chez cette multinationale française du divertissement et du jeu virtuel à 9 h. Le pilote y annoncera son association à Ubi Soft pour la fabrication d'un panoplie de jeux de course.

Pour le personnel d'Ubi Soft (composé à 85 % d'hommes ; âge moyen : 24 ans) dont la vaste majorité sont des amateurs de Formule 1, Jacques Villeneuve n'est pas n'importe qui. C'est de la grande visite, mais c'est aussi de la visite familiale et familière. Car si Jacques Villeneuve n'était pas pilote de Formule 1, je suis convaincue qu'il serait programmeur chez Ubi Soft. Je le vois bien venir travailler au bureau en vélo de montagne Peugeot, rester toute la journée vissé à son ordinateur en sirotant un Snapple ou un cappuccino et, le soir venu, toujours à son poste, décompresser en testant un nouveau jeu sur son Gameboy.

Villeneuve pourrait être le frère ou le cousin d'un employé d'Ubi Soft. Comme eux, il est cool, pas guindé, réfractaire aux cadres rigides, plus à l'aise avec les machines qu'avec les gens.

Comme eux, il a appris à courir, autant dire à vivre, par simulation sur des circuits virtuels reproduits avec une telle exactitude qu'il lui est déjà arrivé de critiquer une piste

qui n'était pas conforme à la piste virtuelle, un peu comme si pour Villeneuve et pour les gens d'Ubi Soft, la réalité comptait moins que sa simulation.



Hier, histoire de préparer le terrain, je suis allée faire un tour chez Ubi Soft. J'ai découvert que leurs locaux étaient exactement à sept minutes de chez moi. Pas en Ferrari, en Mercedes ou en McLaren. Sept minutes en fourgonnette familiale ! Et pourtant, malgré la proximité de nos univers respectifs, j'aurais pu être téléportée sur la planète Mars que le dépaysement aurait été le même.

Contrairement à la plupart des compagnies multimédias à Montréal, Ubi Soft n'est pas installée dans la Cité du multimédia du Vieux-Montréal mais dans ce qu'on appelle l'Outremont adjacent, à un jet de pierre du très branché café Open da night, au sein même des anciens locaux de Discreet Logic.

Aux dires d'ex-employés de Discreet, non seulement on n'a pas touché au décor de béton et de verre, aux aires ouvertes et au bar à cappuccino imaginés par Richard Szalwinski, on n'a même pas changé la couleur des murs gris et grêges.

Ubi Soft se déploie sur les deux derniers étages d'une ancienne usine de textiles et partage l'édifice avec des compagnies anachroniques et échappées de la vieille économie, portant des noms étranges comme l'École du show-business, Dogs with Jobs, Umberto et fils et le Studio Lézard.

Cette cohabitation pacifique, entre l'ancien



Nathalie PETROWSKI

monde et le nouveau, se perpétue à la grandeur de l'édifice, aussi bien dans l'ascenseur qui semble dater de l'époque romaine qu'à la binerie du rez-de-chaussée dont l'adresse électronique (www.chezmel.com) ne semble pas avoir converti la génération Ubi aux vertus du pâté chinois et du poulet divan.

Hier midi, ils n'étaient même pas une demi-douzaine de chez Ubi à se risquer chez Mel.

Règle générale, à midi les employés d'Ubi Soft vont se chercher un sandwich qu'ils mangent en pitonnant sur le coin de leur bureau. Ils travaillent 40 heures par semaine, la plupart du temps prostrés devant leur ordinateur. Côté look, ils ressemblent à un croisement de race entre une classe d'informatique au cégep et une annonce de Gap. Pas une cravate ni un costume à l'horizon. Que des t-shirts, généralement noirs, sur des pantalons mous, froissés et bouffants.

Au cinquième étage, l'étage de la création, la présence féminine est plus que discrète. Elle est pratiquement inexistante. Pour tout dire, il y a davantage de vélos de montagne Sasquatch et Mongoose suspendus par des crochets dans les airs que de femmes. Qu'à cela ne tienne. Les Ubi Boys s'organisent bien entre eux. Ils ont formé une ligue de hockey — les Artichauts — constituée de quatre équipes. Ils ont failli former une ligue de baseball mais personne n'était vraiment intéressé, mauvais présage s'il en est, pour les Expos de Montréal.

Avoir eu les moyens, les Ubi Boys auraient sans doute fondé une écurie de garage de Formule 1. Ils ont en tout cas essayé de se syndiquer mais semblent avoir obtenu plus de succès avec leur ligue de hockey qu'avec leur syndicat.

Pour le reste, les nouveaux amis de Jacques Villeneuve ne sont pas à plaindre. Pour autant qu'ils produisent et qu'ils réussissent, leur avenir dans la nouvelle économie est assuré.

Reste que pour le commun des mortels, cette génération n'est pas évidente à saisir. Aussi, les rumeurs les plus folles circulent-elles à leur sujet. Pour les vieux de la vieille, la génération Ubi est une joyeuse collection de nerds, de cracks et de freaks branchés sur le respirateur artificiel de leur ordinateur 24 heures sur 24, préférant les relations virtuelles aux relations humaines et ne connaissant rien au monde réel qu'ils ont surtout vécu par simulation.

C'est une description injuste et pas vraiment conforme à la réalité. J'en ai pour preuve une conversation entendue hier dans l'ascenseur entre deux Ubi Boys. Le plus grand des deux racontait qu'il attendait quelque chose pour le 24 décembre.

J'ai tendu l'oreille, intriguée. Était-ce un nouveau contrat avec Disney ? La date de lancement d'un nouveau jeu virtuel ? L'arrivée d'un ordinateur hyperperformant ? La date de son départ pour le Club Med ?

C'était à la fois beaucoup plus simple et beaucoup plus compliqué que cela. Il attendait un enfant. Un vrai. Pas une simulation. Parions que si c'est un garçon, il s'appellera Jacques.

Des experts accusent Londres d'être complice du pillage du patrimoine artistique mondial

Agence France-Presse LONDRES

Des experts du marché de l'art réunis hier à Londres ont accusé le gouvernement britannique de se rendre « complice du vol et des dégâts causés au patrimoine mondial », en refusant d'adhérer aux conventions internationales sur le trafic illégal d'oeuvres d'art.

« L'importation d'antiquités pillées ne fait aujourd'hui l'objet d'aucune restriction en Grande-Bretagne », a estimé l'archéologue Lord Renfrew of Kaimsthorn. « Il n'y a aucun moyen d'empêcher les maisons d'enchères et les antiquaires de vendre de la marchandise volée », a-t-il ajouté.

Les experts ont accusé le gouvernement de fermer les yeux sur un

commerce qui participe au pillage de l'héritage mondial, dans un rapport publié hier et intitulé *Le Vol de l'Histoire*.

Le rapport donne plusieurs exemples de trafic ou de déprédations, comme celles de centaines de Bouddhas près d'Angkor Wat (Cambodge) mutilés depuis 1975. Sculptures, bas-reliefs y sont quotidiennement volés et Angkor, qui entreposait la plus importante collection d'art khmer au monde, a vu son patrimoine progressivement diminuer.

Le temple de Banteay Chmar (Cambodge) serait lui aussi en train de s'écrouler après le pillage massif de ses bas-reliefs.

Les experts du Conseil interna-

tion britannique des musées réclament notamment la ratification par Londres des conventions internationales, dont celle de l'Unesco (1970) sur le commerce d'oeuvres d'art obtenues et exportées illégalement.

« Il est indispensable que nous ratifions ces conventions étant donnée la place de Londres dans le commerce de l'art international », a insisté Patrick Greene, président de l'Association des musées.

Pour l'un des orateurs, le journaliste Tony Robinson, la Grande-Bretagne « s'est rendue complice du vol et des dégâts causés au patrimoine mondial ».

Le rapport met aussi en cause certaines maisons d'enchères dans le commerce illégal d'oeuvres d'art et s'attarde entre autres sur l'exem-

ple de transactions réalisées par Sotheby's en Italie.

Entre décembre 1983 et décembre 1986, deux trafiquants italiens avaient transmis à Sotheby's 248 objets de provenance frauduleuse, pour une somme d'au moins 650 880 livres (environ un million de dollars US), selon le rapport.

Ainsi lors d'une vente de la maison d'enchères en décembre 1987, sur les 360 lots proposés, 101 auraient eu une origine frauduleuse.

Un « code de déontologie » a été mis en place par les deux associations, pour tenter d'empêcher les musées d'acquérir de la marchandise de provenance inconnue.

Le trafic illégal d'oeuvres d'art dans le monde représenterait entre 240 millions et 3,2 milliards de dollars US par an, selon le rapport.

Vente du studio de Williams

Une petite maison de trois chambres que le dramaturge Tennessee Williams appelait sa cabane vient de trouver preneur. Un couple de l'Ohio l'a acquise pour 1,15 million US. « Ce n'est qu'une simple cabane, qui avait dérivé depuis Cuba », a affirmé Dakin Williams, 80 ans, qui avait acquis la demeure pour son illustre frère, dans les années 40, pour 27 000 \$ US. La maison de 195 mètres carrés habitables a subi bien des transformations depuis ; la pièce servant de studio à l'auteur de *Un tramway nommé Désir* est ainsi devenue une salle de séjour. La propriété inclut aussi un chalet pour invités.

VOTRE SOIRÉE DE TÉLÉVISION

Louise Cousineau

9:00 K - JACQUES VILLENEUVE
En direct, conférence de presse depuis les bureaux d'Ubi Soft à Montréal pour parler de ses jeux électroniques.

18:30 a - TÔT OU TARD
Yvon Deschamps et Ginette Reno y seront.

18:30 K - FLASH
Jacques Villeneuve y sera.

19:00 a - TAM TAM
Au Square Dominion où l'invité Patrick Bruel chante *J'te mentrais*.

19:30 P - MÉDICAMENTS FAUX À EN MOURIR
La moitié des médicaments vendus dans le tiers-monde sont imités, périmés, empoisonnés ou sous-dosés. Une enquête de huit mois qui raconte des horreurs.

20:00 a - MAFIA
Premier de 3 documentaires sur la Mafia.

21:00 a - CRIMES ET TOURMENTS
Une nouvelle série britannique prometteuse puisqu'elle est de l'auteur de *Fitz*.



Jacques Villeneuve

	CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	VD	VDO	
RC	a	v	Ce soir	Tam Tam / Patrick Bruel	Jardin d'aujourd'hui	Mafia (1/3)		Crimes et Tourments		Le Téléjournal/Le Point		Sport	Découverte (23:18)	4	4	
	c	j	Le TVA	Tôt ou Tard / Ginette Reno	Dodo Déco	Le bonheur est dans...	Les Grands Procès III / L'Affaire Durand - 1992	Lobby		Le TVA	Tôt ou Tard	Sports / Lot. (23:20)	Cinéma (23:26)	7	7	
TVA	y	A	Le Monde merveilleux de Disney	J'aime / Le Lit		En pleine nature / Quelle aventure! Les tortues de mer		Cinéma / TROIS COULEURS - BLANC (3) avec Zbigniew Zamachowski, Julie Delpy		...des arts (22:39)		J'aime / Le Lit (23:09)		8	8	
	z	H	Grand Journal (17:00)	Flash / Denise Filiatrault	Partis pour l'éché	Faut le voir pour...	Cinéma / AVEC INTENTION DE NUIRE (5) avec Tim Matheson, Emma Samms		Le Grand Journal	Flash		Sexe et Confidences		5	5	
TQS	t		Pulse	Access H.	Candid Camera	Becker	Just Shoot...	Will & Grace	M.Y.O.B.	Diagnosis Murder		CTV News	Pulse/sport	11	11	
	l		News	Wheel of...	Jeopardy	Who Wants to be a Millionaire?		Diagnosis Murder		Fame, Fortune and Family		News		45	58	
CTV	h		Newswatch		The Cola Conquest (1/3)	Herbert Norman: The Man who might have been				The National / CBC News		Nat. Update		13	13	
	d		News	ABC News	Judge Judy	Frasier	Who Wants to be a Millionaire?	Dharma &...	Drew Carey	NYPD Blue		News	Night. (23:35)	22	22	
CBS	b		News	CBS News	E.T.	American Film Institute 100 Years, 100 Laughs							Late (23:35)	21	21	
	g		News	NBC News	Jeopardy	Wheel of...	...Susan	Veronica's...	Will & Grace	M.Y.O.B.	Dateline NBC		Tonight (23:35)	20	23	
NBC	j		Newshour		Nightly Bus.	...Success	Savage Planet / Volcanic...	Nova / Ice Mummies		Frontline / The Case of the Innocent			Cinéma	43	20	
	o		BBC News	Nightly Bus.	Newshour		Masterpiece Theatre / Charles Dickens' Our Mutual Friend (2/3)		Kavanagh QC				BBC News	46	24	
PBS	1		L.A. Law		Law & Order		Biography / Hulk Hogan	Inside Story		Investigative Reports		Law & Order		47	39	
	2		Jazz Box / ...marchent debout		Videos	Live... : Ottmar Liebert	Tom Jones			Cinéma / THE SEVEN HILLS OF ROME (5) avec Mario Lanza		NYPD Blue		72	34	
PBS	3		Contact Animal		Civilisation: parcours inédits	...Belles Routes du monde		Biographies / Joan Crawford		Secrets de guerre / Corée		Agents très spéciaux		31	31	
	(		...DW-TV	Philippines	Rete Italia...	Téliroman italien / Felicità...	Mini-série	Chronique...	Palestine...	La Voix d'Égypte		Philippines		14	14
CÂBLE	(		Conversation avec...		...Retraite	Le Monde des affaires	Toxicomanie	...parents	...aventure	U.Q.À.H.	Imagine	La Photographie noir et blanc		18	26
	5		How'd they do that?		@discovery.ca		Wild Discovery /... Rearing	Mean Machines: Inside Air...	Sex Files	Exhibit A	@discovery.ca			37	37	
CÂBLE	-		Prêt à partir		Plus Belles Villes du monde	Visites...	Escapades...	...romantique	Airport	Vu d'en haut	Îles en îles	Prêt à partir		23	51	
	6		Little Lulu	Hoze...	Gargoyles	Afraid, Dark	In Concert: DYSMO		Cinéma / STELLA (5) avec Bette Midler, Trini Alvarado		Gargoyles	Afraid, Dark		68		
CÂBLE	6		NewsRadio	Drew Carey		3rd Rock...	That '70s Show	The PJs	Family Guy	The PJs	Buffy the Vampire Slayer	Change of...	Star Trek	36	46	
	w		Global News	Nat. News	Addams...	E.T.		Family Guy	Dharma &...	3rd Rock...	King of the Hill	Futura	Headline	...	3	3
CÂBLE	-		Tournants de l'Histoire		L'Histoire à la une		La Face cachée de l'Histoire		Cinéma / CENT JOURS À PALERME (5) avec Lino Ventura		Rêve d'Icare	Guerriers...		25	53	
	-		It Seems...	The Way...	Archaeology	Hist. Bites	It Seems...	...Crimes	Into Africa		...Alexander the Great	Tour of Duty		49	47	
CÂBLE	-		...Doctor	Life... Pets	The Tourist	Shift TV	Real World	The Cruise	Extra	...Miracles	The Goods	For Dinner?	The Real World	71	29	
	x		Rythmes du monde		Ed Sullivan	Pop up...	Musicographie: Abba		The Tube	Duo Benezra	Génération 70		Musicographie: Abba	32	48	
CÂBLE	8		Top5.com	Clip					Soul Train Lady of Soul Awards 99			Clip		30	30	
	9		BBC News	Bus. News	Newsworld Reports		Health...	CounterSpin	The National		Rough Cuts		Newsworld Reports	48	25	
CÂBLE	0		Euronews	Cap. Actions	Le Monde ce soir		Fidel Castro (2/2)		Journal RDI	RDI à l'écoute		Canada auj.	Canada auj.	19	19	
	!		Qc Courses	Sports 30 Mag		Challenge de quilles		La Coupe de billard professionnel			Sports 30 Mag		J. Villeneuve	Monde, golf	33	33
CÂBLE	-		Matrix		Salle des nouvelles		Saint-Tropez, sous le soleil		Lumière noire				Fréquence Crime	24	52	
	-		Danger Bay	T N T		Dead Man's Gun	Hope Island		F/X: The Series		Cinéma / A SUMMER'S TALE (3) avec Melvil Poupaud			40	40	
CÂBLE	-		Highlander		Babylon 5		Sliders		Cruel Earth		Star Trek - Deep Space Nine	X-Files		32		
	-		Sportcentral	Last Word...	Sports Gen.	Formula 1	Sportdox / Sheldon Kennedy	Cool Shots	Hockey...		Sportscentral Playoff Edition	Sports Gen.	Hockey...	38	38	
CÂBLE	-		Unique...	Volt	Panorama	Le Feu sacré	Pas sorcier!	Les Yeux...	Une femme en blanc		Quelle aventure!	Panorama	...chansons			
	z		Bob Vila's Home again		Medical Emergency		Trauma - Life in the ER		Trauma Center			Trauma - Life in the ER		39	27	
CÂBLE	#		Off... Record	Sportsdesk	Soccer / Euro 2000: Espagne - Norvège			Billiards: 9-Ball Challenge		Euro 2000	...Hockey	Sportsdesk		28	28	
	y		Archie...	Baskerville	Av. mouche	Daria	Drôle, voyou	A. Anaconda	Simpson	Cybersix	Ren, Stimpy	South Park	Simpson	A. Anaconda	34	45
CÂBLE	p		Des chiffres...	Les Idées...	Journal FR2	Médicaments faux à en mourir		... (21:03)	Temps présent		Journal belge	Journal suisse	Soir 3	15	15	
	+		Kratts'...	Space Cases	Adventure...	Your Health	Studio 2	Four on...	Hist. Bites		Duos: The Jazz Sessions	Studio 2		74	56	
CÂBLE	u		La Santé...	Les Copines	Sortie gaie	Vivre à deux		Cinéma / BLUE RIVER (4) avec Jerry O'Connell, Nick Stahl		Table ronde	Les Copines	Hôpital Chicago Hope		35	44	
	-		CitéMag		L'Ombudsman		Savoir faire	CitéMag		...Emploi	À la une			9	9	
CÂBLE	\$		Addams...	Grade Alien	Mona...	Worst Witch	Big Wolf...	Boy Meets	Student...	...Sherwood	S. Holmes	Big Wolf...	Addams...	Beasties	44	18
	-		L'Édition...	C'est math!	...nerdz	Technotron.	L'Empire des sciences		Chroniques du paranormal	Métiers...	La Conquête	Space 2063		26	54	

EN BREF

Bjork souhaite corriger...

■ La chanteuse islandaise Bjork souhaite apporter des corrections à la musique du film *Dancer in the Dark* qui a gagné la Palme d'or le mois dernier au festival de Cannes, a annoncé l'agence de presse danoise Ritzau à Copenhague. « La chanteuse islandaise souhaite corriger la musique du film du réalisateur danois Lars von Trier », et re-

porter le lancement de *Dancer in the Dark* « plus tard au cours de l'été », a indiqué la compagnie cinématographique danoise Angel Films Distribution. Il n'a pas été possible d'obtenir d'informations supplémentaires sur les corrections musicales souhaitées auprès de la société Zentropa qui a produit *Dancer in the Dark*, a précisé Ritzau. Bjork, une enfant prodige dont la musique concilie mélodies du Top 50 et re-

cherche sonore expérimentale, avait aussi obtenu le prix d'interprétation pour ce film.

Universal en veut à Mike

■ Le studio Universal Pictures a entamé une poursuite contre Mike Myers, lui reprochant d'avoir abandonné sans raison valable le projet de long métrage *Dieter*. Le 30 mai, selon la plainte du studio, le comédien a annoncé qu'il renonçait à cette adaptation de son personnage de la télévision allemande. Myers l'avait créé pour la revue d'humour *Saturday Night Live*, au réseau NBC. Dans un communiqué, l'interprète d'*Austin Powers* explique qu'il ne pouvait « en conscience, accepter 20 millions \$US et flouer le public, qui aurait payé pour voir un film fait sur un scénario inacceptable ». Myers ajoute qu'il avait demandé en vain un report, pour remanier le scénario. Propriété du groupe Seagram, Universal demande à la Cour supérieure de Californie d'interdire à l'intimé tout autre projet au cinéma et à la télévision, jusqu'à ce qu'il complète *Dieter*. Le studio, qui réclame en plus les 3,8 millions \$US jusqu'à maintenant investis, note qu'il était prêt à verser à Myers 12,5 % des recettes brutes, ce qui aurait aisément dépassé 20 millions \$US.

Morricone « live »

■ L'Italien Ennio Morricone, célèbre compositeur de musiques de westerns, dirigeait un orchestre à Gand la semaine dernière pour accompagner la projection du plus vieux long métrage de l'histoire du cinéma, *Richard III*, de l'Américain James Keane. Ennio Morricone, qui a composé notamment les musiques de films de Sergio Leone, *Il était une fois dans l'Ouest* ou encore *Il*

était une fois... la Révolution, dirigeait l'Orchestre national de Belgique dans le cadre du Festival international du film de Gand. Ce concert, qui était une première européenne, s'inscrivait dans le cadre de la commémoration des 500 ans de Charles Quint. Ennio Morricone a joué en première partie sa musique spécialement créée pour *Richard III*, long métrage de 55 minutes datant de 1912. En deuxième partie, le maestro a joué quelques extraits de son oeuvre, alternant les films engagés (*Sacco et Vanzetti*, *Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon...*) et les films de Sergio Leone. Ennio Morricone, âgé de 71 ans, a signé récemment sa 400^e partition pour le cinéma en un peu moins de quarante ans.

Les Prix Saturne

■ *Matrix*, *Dans la peau de John Malkovich*, *Le Sixième sens* et *La Ligne verte* ont reçu le prix Saturne, qui récompense chaque année les films de science-fiction, fantastiques et d'horreur. Le film de Tim Burton, *Sleepy Hollow*, qui était donné grand favori de cette cérémonie célébrée la semaine dernière à Los Angeles, n'a obtenu que le prix de la meilleure actrice pour l'interprétation de Christina Ricci. Le prix du meilleur acteur a été attribué à Tim Allen pour son rôle dans *Galaxy Quest*. *Matrix*, film futuriste avec Keanu Reeves pour vedette principale, a été unanimement acclamé pour la qualité de ses effets spéciaux et a obtenu le prix du meilleur film de science-fiction. Le prix du meilleur film fantastique est revenu à la comédie *Dans la peau de John Malkovich*. *Le sixième sens* recevant le prix du meilleur film d'horreur. *La Ligne verte* a reçu le prix de meilleur film d'action/aventure/suspense.

SPECTACLES

Salles de répertoire

- AMERICAN BEAUTY**
Cinéma Impérial: 19h.
 - AMERICAN PSYCHO**
Cinéma Impérial: 21h20.
 - APPLE (THE)**
Cinéma du Parc (3): 16h45, 18h30, 20h15, 22h.
 - CRIMES AND MISDEMEANORS**
Cinéma du Parc (2): 21h.
 - EAST IS EAST**
Cinéma du Parc(2): 17h.
 - ELEPHANT MAN**
Cinéma du Parc (1): 21h30.
 - GIRL NEXT DOOR (THE)**
Cinéma du Parc (1): 17h.
 - MAGNOLIA**
Cinéma du Parc (1): 19h.
 - PAS UN DE MOINS**
Ex-Centris (salle 2, Fellini): 13h30, 15h30, 17h30, 19h30.
 - RÊVE D'ALONSO (LE)**
Ex-Centris (salle 1, le Parallèle): 15h15, 19h15.
 - SEX PISTOLS: THE FILTH AND THE FURY**
Ex-Centris (salle 2, Fellini): 21h45.
 - SUE (PERDUE DANS MANHATTAN)**
Ex-Centris (salle 3, Cassavetes): 15h, 17h, 19h, 21h.
 - SWING IN BEIJING**
Ex-Centris (salle 1, le Parallèle): 17h15, 21h15.
 - TOUT SUR MA MÈRE**
Cinéma Impérial: 17h.
 - X: THEM MOVIE**
Cinéma du Parc (2): 18h50.
- Musique**
EGLISE ST. JAMES UNITED (463, Ste-Catherine O.)
Sylvie Poirier et Philip Crozier, organistes: 12h30.
HÔTEL DE VILLE (Mont-Royal)
Orchestre Philharmonique du Nouveau Monde. Dir. Michel Brousseau. Leïla Chalfout, soprano. Mozart, Beethoven, Schubert, Verdi, Donizetti, Puccini: 20h.

Théâtre

L'AGORA DE LA DANSE (840, Cherrier)
Littoral, de Wajdi Mouawad. Idée originale de Isabelle Leblanc et Wajdi Mouawad. Avec David Boutin, Manon Brunelle, Pascal Contamine, Claude Despins, Miro, Denis Graveraux, Steve Laplante, Isabelle Leblanc et le musicien Bernard Poirier. Du mar. au sam., 19h.

Variétés

- PLACE DES ARTS (Salle Wilfrid-Pelletier)**
ShowBoat, d'après le roman d'Edna Ferber. Mise en scène de Clayton Phillips. Avec Phillip Lamar, Jennifer Evans, Jason Fleck, Kim Grogg, Frances A. Jones, Jean Michelle Grier et Kerry Sensenbach: 19h30; mat., sam., dim., 14h.
- CABARET DU CASINO DE MONTRÉAL**
Danse Sing, revue musicale, avec la troupe de Sophie Nolet: 21h, sauf lun. et mar.
- MÉTROPOLIS (59, Ste-Catherine O.)**
Sonic Youth et Stereolab: 20h
- BALATTOU (4372, St-Laurent)**
Yousouf Seck: 22h.
- L'AIR DU TEMPS (191, St-Paul O.)**
Quintette Éric St-Jean: 21h30.
- PTIT BAR (3451, St-Denis)**
Raphaël Torr chante Joe Dassin: 21h30.
- VERRE BOUTEILLE (2112, Mont-Royal E.)**
Musique traditionnelle: 21h.
- UPSTAIRS (1254, Mackay)**
Bryn Roberts: 21h.

La Presse ckmf 943 energie

ont le plaisir d'inviter 200 personnes à assister à l'avant-première de

LA TEMPÊTE

Cinéma Impérial: 19h, 21h30

le jeudi 29 juin 2000 à 19 h
au Cinéma Quartier Latin (350 rue Émery)

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Tél. (jour) _____ Tél. (soir) _____

Concours: **LA TEMPÊTE**
2388 rue Beaubien Est, Montréal (Québec) H2G 1N2

Pour participer: Remplissez le coupon ci-joint et postez-le à l'adresse indiquée. L'annonce sera publiée du 13 au 18 juin. Le tirage aura lieu le 21 juin à midi. 100 gagnants recevront leur invitation double par la poste. La valeur des prix est de 1800\$. Règlements disponibles chez Communication Popcorn.

www.perfectstorm.net

Film	Recettes du week-end	Recettes totales	Nombre de semaines
1 Gone in 60 Seconds / Partis en 60 secondes	698 863	698 863	1
2 M.I.-2 / M.I.-2	381 149	3 260 220	3
3 Dinosaur / Le Dinosaur	181 897	1 292 209	4
4 Gladiator / Gladiateur	162 485	3 360 689	6
5 Big Momma's House / Chez Big Momma	149 733	511 179	2
6 Shanghai Noon / Le Cow-boy de Shanghai	69 698	483 502	3
7 Road Trip / La Virée	48 847	727 185	4
8 Frequency / Fréquences	18 524	900 235	7
9 The Flintstones in Viva Rock Vegas / Les Pierrafeu à Viva Rock Vegas	16 881	983 915	7
10 Sue / Sue perdue dans Manhattan	14 767	14 767	1

www.lexfilms.com Source: Alex Films Inc.

EN BREF

Un Teddy Bear

Le réalisateur français François Ozon a obtenu le prix de la meilleure fiction pour son film Gouttes d'eau sur pierres brûlantes du New York Lesbian and Gay Film festival...

Springsteen boycotté

Le syndicat des policiers municipaux de New York a lancé un appel au boycottage des spectacles de Bruce Springsteen...

shots, 41 shots». L'immigrant guinéen Amadou Diallo était mort l'an dernier, atteint par 19 projectiles tirés par des policiers en civil...

Musique autochtone

Le syndicat professionnel qui attribue les prix Grammy vient de créer deux catégories dont l'une, dans la famille folk, distinguera le meilleur disque de musique autochtone...

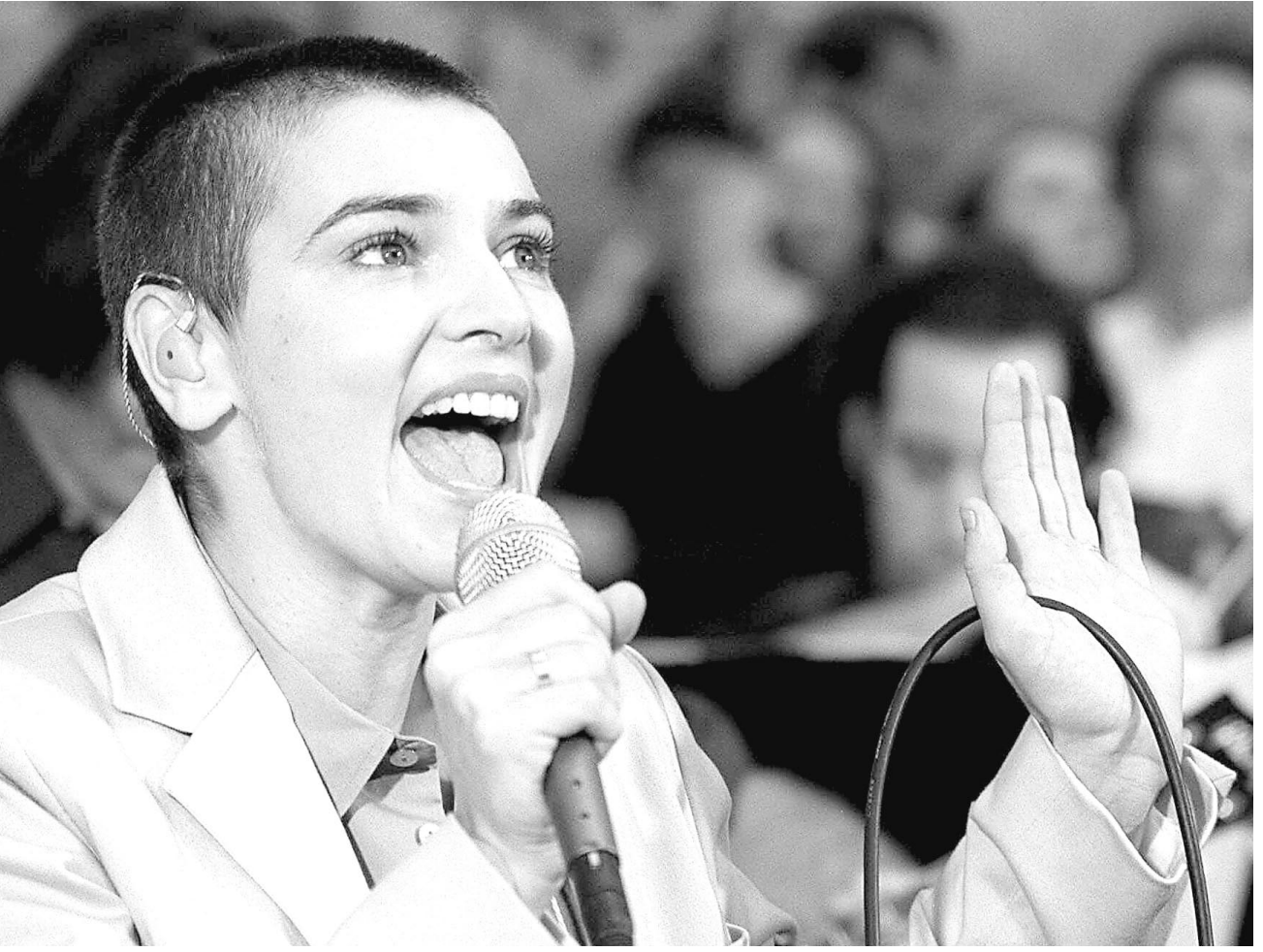


PHOTO AP

Bruyante Sinéad

Sinéad O'Connor, qui a annoncé la semaine dernière qu'elle aurait plutôt tendance à être lesbienne, a chanté hier à New York malgré la poursuite d'un groupe de résidents du secteur 5e Avenue/59e Rue...

GINÉMAS GUZZO

WWW.CINEMASGUZZO.COM [POUR RÉSERVATION DE GROUPES: (450) 961-2945]

HORAIRE DE MARDI 13 JUIN

Le PARADIS (514) 354-3110 8245 HOUCHELAGA. Mega-Plex Centre JACQUES CARTIER. Lacordaire 11 (514) 384-3000. Langelier 6 (514) 255-5551. Des Sources 10 (514) 685-1192.

Mega-Plex PONT-VIAU 16. Mega-Plex TASCHEREAU 18. Mega-Plex SPHERETECH 14. OUVERT TOUTS LES JOURS DES MIDI.

TERREBONNE 8 (450) 471-6444. STE-THERÈSE 8 (450) 979-4444.

LES GINÉMAS FAMOUS PLAYERS

STATIONNEMENT A 3\$ à la PLACE VILLE-MARIE ou 2020 UNIVERSITÉ en échange de votre billet du PARAMOUNT, PARISIEN ou CENTRE EATON.

HORAIRES du 12 au 15 juin - INFO-FILM: (514) 866-0111

PARAMOUNT STE-CATHERINE et METCALFE (514) 842-5828. MISSION: IMPOSSIBLE 2 (13+) 12:30 1:15 2:00 3:45 5:00 6:30 7:15 8:00 9:30 10:05 10:50.

COLISEE Kirkland 3200 rue JEAN-YVES. MISSION: IMPOSSIBLE 2 (13+) 1:00 2:00 4:00 4:40 5:00 7:15 7:35 8:00 10:15 10:35 10:55.

PARISIEN 480 Ste-Catherine O. (514) 866-0111 (2). MISSION IMPOSSIBLE 2 V.F. (13+) 1:00 2:00 4:00 5:00 7:10 7:50 9:50 10:30.

CENTRE EATON 705 Ste-Catherine O. (514) 866-0111 (2). GLADIATOR (13+) 2:40 5:00 8:55 9:45 10:30.

F.R.B GREENFIELD PARK 5000 Boul. Taschereau (514) 866-0111 (4). MISSION IMPOSSIBLE 2 V.F. (13+) 1:00 2:00 4:00 5:00 7:10 7:50 9:55 10:30.

VERSAILLES Place Versailles (514) 866-0111 (5). MISSION IMPOSSIBLE 2 V.F. (13+) 1:00 2:00 4:00 5:00 7:10 7:50 9:55 10:30.

GUIDE HORAIRE CINÉGUICHET CINEPLEX ODEON

CINÉ-RABAIS MARDIS ET MERCREDIS TOUTE LA JOURNÉE. DU Mardi 13 à Jeudi 15.

Centre-ville Est, Centre-ville Ouest, Rive Sud, Rive Nord. Quartier Latin, Égyptien, Brossard, Delson (Plaza), Le Cowboy de Shanghai, Le Dinosaur, Le Derrrière, Le Diable à quatre, Le Dinosaur, Le Derrrière, Le Diable à quatre, Le Dinosaur, Le Derrrière, Le Diable à quatre.

FAUBOURG

1616 ouest, rue Ste-Catherine 848-FILM-121. LE VIRGIN SUICIDES (13+) 1:00 2:00 4:00 5:00 7:10 7:50 9:50 10:30.

CAVENDISH (MAIL) PV

Cavendish, coin Kildare 849-FILM-122. GLADIATOR (13+) 12:50 4:40 9:00 9:30 10:00 10:30.

ADMISSION

ADULTES: APRÈS 180\$ 6,50\$ (inc. tax & mar.). ENFANTS (13 ans et moins) 4,25\$. 5 ans ou plus 2,25\$.

ADMISSION

U-571 (v.o. Anglaise) (G) Mar. & Mer. 2:10 4:40 7:15 9:50. GLADIATOR (13+) Mar. & Mer. 2:00 5:00 7:10 10:00.

ADMISSION

MISSION: IMPOSSIBLE 2 (v.o. Française) (13+) Laissez-passer refusés Mar. & Mer. 1:30 4:10 6:45 9:30.

ADMISSION

MISSION: IMPOSSIBLE 2 (v.o. Française) (13+) Laissez-passer refusés Mar. & Mer. 1:50 4:20 7:00 9:40.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

13 juin 2000

Page B10 manquante